

THURSDAY, 2 OCTOBER 2014

BRUSSELS

THE COMMITTEE ON ECONOMIC AND MONETARY AFFAIRS

HEARING OF PIERRE MOSCOVICI

COMMISSIONER-DESIGNATE

(Economic and Financial Affairs, Taxation and Customs Union)



4-002

**IN THE CHAIR: ROBERTO GUALTIERI**  
*Chair of the Committee on Economic and Monetary Affairs*

*(The hearing opened at 9.00)*

4-003

**Chair.** > Colleagues, firstly I would like to warmly welcome Commission-designate Pierre Moscovici to this hearing before the Committee on Economic and Monetary Affairs (ECON). As you know, the purpose of this hearing is to allow Parliament to exercise its Treaty-based right to vote on any new College of Commissioners and, in particular, to help the committee to evaluate whether the Commissioner-designate is qualified both to be member of the College and to carry out the particular duties he has been assigned.

I would like also to remind you that, in line with the guidelines for approval of the Commission, Annex XVI to the Rules of Procedure, Parliament evaluates the Commissioners-designate on the basis of their general competence, European commitment and personal independence. It also assesses their knowledge of their respective portfolio and their communication skills. Moreover, we are also in line with the new political nature of this Commission by requesting in the written questions how the Commissioner-designate intends to carry out the strategic agenda of the Commission and implement it in his own portfolio.

I would like to remind you, too, that before the hearing the Commissioner-designate replied in writing to a preparatory questionnaire, and the written answers have been distributed to Members in all languages. In line with the applicable procedure the candidates submitted declarations of interests, and the Committee on Legal Affairs has indicated that it has no observation on the Commissioner-designate's declaration of interests.

I shall now explain the structure of the debate today. The Commissioner-designate is invited to make an opening oral statement of no more than 15 minutes. He will then have five minutes at the end of the meeting for a closing statement. After the introduction, there will be time for 45 questions from Members, with a slot of three minutes each – one minute for the question and two minutes for the answer. The first round of questions will be asked by representatives of the political groups and non-attached Members. Members are kindly reminded that in the interest of allowing all Members to ask their questions in good time, the three-minute slot principle will be strictly applied.

I would like to draw attention to the fact that interpretation will be provided in 23 languages and all speakers can therefore use their own language. May I also remind speakers that what you say will need to be interpreted and that you should therefore not speak too quickly. Finally, I would inform you, too, that this debate will be streamed live on Parliament's Internet site and that it will also be possible to access a video recording of the hearing on the same site.

Before I give the floor to the Commissioner-designate, I would like to remind everybody here today that the tasks he will have to carry out are extremely important. We have big challenges ahead of us. We need to react to the economic crisis by reshaping the current economic governance framework in order to assure the right balance between stability and growth. In this respect, the tasks the Commissioner-designate, if confirmed, will have to ensure are crucial. We know that in the coming month the Commission has to review the six-pack and the two-pack regulation we approved during the last legislature, but the aim to ensure stability and integrity of the EU will not arise until confidence not only in the public finances but also in terms of growth and jobs has been restored. In

this respect, among other measures, the Commission had already announced the EUR 300 billion package that should tackle the investment deficit. We expect the new Commission to deliver swiftly.

Finally, one of the main goals ahead will be to ensure stability and integrity of economic and monetary union by completing the agenda presented by the four Presidents in December 2012 for a deep and genuine EMU.

I would now like to give the floor to Commissioner-designate Moscovici for a presentation of no longer than 15 minutes.

4-004

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, c'est toujours un plaisir pour moi de retrouver ce Parlement où j'ai siégé à deux reprises ces vingt dernières années, un Parlement dont je connais et salue le rôle politique essentiel. Je me prépare pour les fonctions de commissaire aux affaires économiques et financières, mais aussi à la fiscalité et aux douanes dans la Commission de Jean-Claude Juncker. Je le fais avec la fierté de quelqu'un qui s'apprête à servir totalement l'intérêt général européen. Je m'y suis préparé avec humilité, et surtout avec le sentiment d'une responsabilité immense, face aux défis politiques et économiques que nous, Européens, nous devons relever.

J'ai une conviction politique profonde: nous sommes l'Europe de la dernière chance. Cette conviction, je l'ai forgée au fil d'une expérience où les affaires européennes ont toujours tenu le premier plan. J'ai été député européen, vice-président de votre Parlement, ministre des affaires européennes, vice-président de la commission pour les affaires européennes de l'Assemblée nationale française, et enfin, ces deux dernières années, ministre de l'économie et des finances de la France. Par toute mon histoire, par toutes mes fibres, je suis profondément Européen.

L'Europe, à mes yeux, permettez-moi de le dire, c'est la grande épopée politique de notre siècle. Je crois fondamentalement que nos différences nous enrichissent, que le rapprochement des peuples est un bien en soi, que nous sommes plus forts quand nous parlons d'une seule voix. J'ai la conviction que l'idée européenne nous a permis de mettre derrière nous le passé tragique de ce continent. En ce moment même, nous célébrons avec émotion, partout en Europe, le centenaire de la première guerre mondiale et les soixante-dix ans du début de la libération de la barbarie nazie. Cela nous rappelle une chose essentielle, qui est que l'Europe est née pour sortir du chaos – et d'ailleurs ce chaos est aujourd'hui encore à nos portes.

J'ai des racines polonaises par ma mère, roumaines par mon père. Je viens d'une famille qui a vécu les errances du "monde d'hier", dont parlait Stefan Zweig, et qui a connu la tragédie insondable de la Shoah. Je suis convaincu que la réunification de notre continent, en 2004, puis en 2007, à laquelle j'ai contribué, comme rapporteur pour l'adhésion de la Roumanie, pays où est né mon père, est un moment historique pour la civilisation européenne. En clair, être acteur du projet européen, hier comme aujourd'hui, aujourd'hui comme demain, cela a pour moi un sens politique profond et, si vous me permettez de l'ajouter, cela a un sens personnel très profond.

En même temps, je sais aussi que de moins en moins de nos concitoyens partagent cette vision. Il faut le reconnaître, l'Europe n'est plus une évidence pour tous. Beaucoup de citoyens sont aujourd'hui déçus, d'abord parce qu'ils pensent que l'Europe n'a pas su les protéger et engendrer les progrès nécessaires. Ce rejet de l'Europe, ce sentiment d'une impuissance économique et d'une inefficacité politique, je les vois, comme élu, monter depuis des années, notamment dans les milieux populaires et aussi chez les ouvriers. Et je ne m'y résigne pas.

Mesdames et Messieurs les députés, nous ne pouvons pas demander à nos concitoyens, à la jeunesse européenne, de faire encore preuve de patience. Aux citoyens frappés par la crise économique, jeunes ou plus âgés, femmes, hommes, dans tous nos pays, nous ne pouvons plus simplement répondre par la célébration de la paix et de la réconciliation entre les ennemis d'hier qui sont devenus des amis indissolubles par l'Europe. Aujourd'hui, ce qu'on attend de nous c'est autre chose, ce sont des résultats. Je veux y contribuer pleinement, avec votre soutien.

Évidemment, nous pouvons être du côté de l'espoir, du côté de la volonté politique! C'est mon message aujourd'hui. Et cela va le rester durant tout mon mandat à la Commission. L'Europe a engrangé des avancées ces dernières années. Je me souviens de l'émotion ressentie dans l'hémicycle de ce Parlement européen le jour de l'élargissement en 2004. Je me souviens, plus près de nous, de longues nuits à l'Eurogroupe et à l'Ecofin, ces deux dernières années. Il y avait alors un vrai doute existentiel qui planait sur l'euro. Et on se retrouvait toutes les semaines pour éviter l'éclatement de la zone euro et la faillite des banques.

Avec l'aide précieuse, je dirais même cruciale, de la Banque centrale européenne, aujourd'hui les spéculations sur l'éclatement de la zone euro ont cessé. Les pays sous programme ont consenti des sacrifices douloureux pour leurs peuples et ils se redressent. L'Union bancaire est aujourd'hui sur les rails et elle va assurer à terme une meilleure stabilité financière à l'Europe. Les déficits publics dans l'Union se sont réduits, la zone euro continue de s'étendre.

Ces dernières années, j'ai participé à tous ces combats et l'Européen passionné que je suis en est fier. En même temps, il faut avoir la modestie de reconnaître que, si la stabilité financière et budgétaire est un impératif absolu, nous sommes avant tout attendus par nos concitoyens sur le progrès social, sur la croissance, sur l'emploi. Nous avons un défi qui est de conjurer la menace du déclin économique de notre continent et, pour cela, nous devons nous battre tous ensemble. C'est comme ça que je conçois ma responsabilité, c'est comme ça que je conçois mon travail avec vous.

Mesdames et Messieurs les députés, je suis heureux aujourd'hui de me mettre totalement au service de l'intérêt général européen, de travailler dans la Commission européenne, qui est pour moi le véritable cœur, avec le Parlement, de la méthode communautaire. Et je m'y sens prêt.

Cet engagement, je l'ai discuté avec le Président Juncker dès le lendemain des élections européennes. Je me réjouis d'entrer dans son équipe. J'ai la volonté d'y travailler en parfaite coopération avec mes collègues, vice-présidents et commissaires. Parce qu'il faudra l'intelligence de tous et la détermination de chacun pour sortir l'Europe de sa crise actuelle. Je suis totalement disponible pour y contribuer, à ma juste place, dans l'esprit de collégialité qui fait la force unique de la Commission. Je connais bien le rôle de cette institution et des commissaires. Je veux d'ailleurs saluer l'excellente coopération que j'ai eue comme ministre avec mes deux prédécesseurs, Olli Rehn et Algirdas Semeta, ainsi qu'avec Michel Barnier, dans la genèse de l'Union bancaire.

Mesdames et Messieurs les députés, nous avons beaucoup de chantiers devant nous. Et je veux les conduire avec votre soutien, avec l'exigence politique et démocratique du Parlement que je connais.

Notre feuille de route commune, parce que nous allons travailler ensemble pour les cinq prochaines années, est exigeante: il s'agit de remettre l'économie européenne en marche, au service des citoyens, au service des entreprises. Et pour ça, nous avons besoin d'un cap clair. Je mettrai toute mon énergie dans le double combat décisif que nous avons à mener: d'une part préserver la stabilité de notre économie et d'autre part relancer la croissance. Il faut cesser d'opposer ces deux principes cardinaux! Il faut dépasser les clivages inutiles, les critiques politiciennes et les attaques personnelles! Nous le

savons tous: il n'y a pas de croissance sans réduction des déficits et des dettes, publiques et privées. Mais il n'y a pas de stabilité et pas de désendettement sans croissance. Donc il faut les deux à la fois.

Je m'engage donc devant vous à faire respecter nos règles budgétaires par tous les États membres. Il faut le faire sans complaisance pour les uns, sans excès de dureté pour les autres, il faut traiter tous les États – grands ou petits – selon les mêmes règles, et selon leurs mérites propres. Vous pouvez compter sur moi pour être un arbitre juste et impartial, pour assurer que tous, quels qu'ils soient – je redis bien: quels qu'ils soient –, jouent selon nos règles communes, et fassent progresser nos économies.

4-005

In parallel, we need to rethink our policy mix at the European level. The strengthening of the European Semester, the revision of the Europe 2020 strategy and the guidelines announced in this sense by Jean-Claude Juncker give us the opportunity to discuss these essential questions.

I am committed to strengthening the euro area. That means both deepening its institutional and political architecture, its functioning, its tools, and pursuing its enlargement to other Member States that meet the criteria. I fought hard to safeguard the euro during the crisis. I will continue to do so, side by side with Valdis Dombrovskis, because I believe profoundly – we believe profoundly – in the future of our common currency.

I am clearly committed to you here today to work to relaunch growth. We cannot – we should not – accept another zero-growth scenario for next year. And six years after the beginning of the financial crisis, total investment in the EU is still 17% lower than in 2007. I will work, together with my colleagues, for the launch of the EUR 300 billion investment plan announced here by Jean-Claude Juncker. Europe urgently needs investment – both public and private – to create new businesses, and new jobs, to create the infrastructures we need for our future. I will work hard to achieve these goals in the coming months, alongside Jyrki Katainen and Jonathan Hill.

I also hope that the return of growth will also bring greater social justice for our citizens. We need to repair the damage done by an economic crisis that has caused too much suffering for men and women across our continent. Here again, we cannot – we should not – accept unemployment levels reaching 11.2% in the euro area, picking at 23.3% for young people. Economic growth needs to be sustainable, it needs to generate the jobs of tomorrow, to give confidence back to the young people of Europe. On this point, Marianne Thyssen and I have a very similar outlook.

I will carry with me this need for social justice, for fairness, also as I take up my responsibilities for taxation policy. In this area, I will pursue the fight against tax havens, tax evasion and aggressive tax planning. This is essential as well for economic and ethical reasons. We have put an end to bank secrecy in Europe: we need to continue along this route. As decided by the G20, the automatic exchange of information must become the rule in Europe and a standard at the global level. You can count on my support in this shared battle.

I will also lend my support to the 11 Member States that have decided to create a financial transactions tax through enhanced cooperation. I supported as a Minister this initiative with Wolfgang Schäuble initially and I will continue to do so as a Member of the European Commission.

And let us not forget about customs policy, which touches upon very concrete questions for the protection of our citizens and our SMEs in this globalised world. We will need to work together to put in place the Union's new customs code by May 2016. That is a crucial task, on which I will work closely with the members of the Committee on the Internal Market and Consumer Protection and the Committee on International Trade.

4-006

Voilà quelques-uns des chantiers que je me prépare à conduire avec votre soutien. Jean-Claude Juncker a souhaité une Commission qui soit plus efficace, plus politique, plus cohérente. Au sein de cette Commission, je veux être le garant de l'intérêt européen – je dirais même de l'intérêt "économique" européen –, le gardien scrupuleux de nos règles communes, le promoteur d'initiatives collectives qui vont relancer la croissance et l'emploi.

Je connais, pour avoir rencontré beaucoup d'entre vous, les questions de certains. Je suis Français, je suis social-démocrate. Comment le nier? Je n'en rougis pas. Mais je veux vous dire, très directement et de manière formelle, que je ne serai pas dans mes fonctions l'ambassadeur d'un pays ou d'un parti. Je serai, comme vous êtes en droit de l'exiger, un commissaire européen entièrement voué à sa tâche, agissant avec impartialité et indépendance à l'égard de tous les intérêts, privés ou nationaux. À vos côtés, je veux servir la cause européenne.

J'ai dit que nous étions l'Europe de la dernière chance. Je le crois très profondément. L'Europe est un magnifique projet politique, mais comme tous les projets politiques, elle est faillible et, si nous n'y prenons garde, elle est mortelle. J'ai pour elle, au portefeuille que je serai amené à occuper, une ambition, une direction. Et dans ce contexte, je serai disponible pour travailler étroitement avec le Parlement, avec vous, avec vous tous, dans tous vos groupes, en comptant sur le concours essentiel des deux directions générales placées sous mon autorité.

Je le ferai avec une capacité d'écoute et de dialogue renforcée par le respect que j'ai pour cette assemblée que je connais bien et où j'ai été si fier et si heureux de siéger. J'ai aujourd'hui, en me présentant devant vous, une longue expérience politique: parlementaire européen, parlementaire national, ministre. Je sais à quel point la responsabilité démocratique est essentielle à nos institutions. Et le travail avec vous sera pour moi un principe d'action absolument primordial.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, je veux être un commissaire responsable et soucieux de cet engagement démocratique. Je sollicite aujourd'hui votre soutien, votre confiance pour relever les défis qui nous attendent. C'est dans cet esprit, avec la volonté de répondre franchement à vos questions, quelles qu'elles soient, que j'aborde cette audition.

4-007

**Alain Lamassoure (PPE).** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, votre candidature suscite un malaise, largement partagé dans cette assemblée.

Personne de bonne foi ne peut contester votre expérience, vos qualités, votre engagement européen, requis pour la fonction de commissaire. Mais personne de bonne foi ne peut comprendre que le portefeuille auquel vous prétendez soit celui où vous avez échoué dans votre pays, en charge du ministère de l'économie et des finances.

Cet échec, ce n'est pas l'opposant politique, que je suis actuellement, qui en juge, c'est le président de la République française qui, il y a six mois, a dû changer de gouvernement et vous a retiré vos fonctions, précisément parce que la France était incapable d'honorer ses engagements européens.

D'où la question: de quelle crédibilité pensez-vous disposer vis-à-vis de votre successeur à Paris, qui demande aujourd'hui un nouveau report d'échéance, pour respecter les mêmes engagements? Et de quelle crédibilité pourrez-vous disposer pour juger de la politique et pour faire des recommandations à ceux de vos anciens collègues qui ont eu le courage de faire chez eux les efforts gigantesques que l'Europe attend toujours de la France?

4-008

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Merci Monsieur Lamassoure. Je l'ai dit en commençant, je suis Français et je suis fier de l'être. Mes parents se sont assez battus pour le devenir. Mais, en entrant ici, je veux agir en Européen avant tout et le rôle du commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, c'est de défendre les règles, toutes les règles, de le faire de manière totalement crédible. Alors, je ne veux pas esquiver votre question.

Il y a un aspect qui concerne le passé et un qui concerne le futur. Concernant le passé, il s'agit de mon action. Vous ne savez peut-être pas pourquoi j'ai quitté le gouvernement il y a six mois exactement, jour pour jour. Moi je le sais, et ce n'est pas pour les raisons que vous avez dites. Mais j'ai réduit les déficits en France. Quand je suis arrivé au ministère des finances, le déficit était supérieur à 5 % et filait vers 5,5 %. J'ai présenté trois lois de finances rectificatives, deux lois de finances et, de 5,5 %, le déficit est passé à 4,1 %, fin 2013, dernier budget dont j'ai eu la responsabilité. Cela s'est fait au prix d'un effort structurel qui a été de 0,9 point en 2011 (c'était le précédent gouvernement), de 1,2 en 2012 et 1,3 en 2013, 1,3! Tous ces budgets ont été validés par la Commission, en prévision et en exécution. Je suis donc quelqu'un qui veut le sérieux budgétaire, qui veut la réduction des déficits.

Concernant le futur: que ferai-je face à la situation de mon pays d'origine? Eh bien, je l'ai dit, j'aurai une boussole très claire, très simple: les règles, rien que les règles, toutes les règles. Je suis là pour assurer la crédibilité de notre projet de surveillance budgétaire. C'est ma mission, et je n'en ai aucune autre. Et si un pays – je l'ai dit, quel qu'il soit, grand ou petit, quel que soit son statut supposé – ne remplit pas les obligations qui sont prévues par les traités, ne prend pas les actions effectives, comme on dit, nécessaires et, à ce moment-là, fait l'objet d'une procédure (et c'est le cas de la France), je poursuivrai cette procédure sans faillir. C'est ma tâche d'Européen et de commissaire européen, c'est celle qui m'attend.

4-009

**Elisa Ferreira (S&D)**. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, je voudrais vous poser des questions, mais en portugais, s'il vous plaît.

4-010

Estou muito satisfeita de começarmos a discutir de novo os problemas europeus e encontrar uma visão para o futuro da Europa protagonizada por um europeísta convicto, como é o seu caso.

Durante a crise, que ainda não terminou, percebeu-se que a arquitetura da moeda única europeia tinha uma série de lacunas. Tomaram-se uma série de medidas de emergência, mas faltou, e ainda falta, uma visão a médio e a longo prazo, com um programa que acompanhe essa visão.

Tivemos em 2012 um roteiro apresentado pelos quatro presidentes, incluindo o presidente do Conselho Europeu, da Comissão Europeia, do Banco Central Europeu e do Eurogrupo. Foi seguido por um relatório amplo, feito por Marianne Thyssen, e posteriormente tivemos um *blueprint* da Comissão.

4-011

To finish, what is your vision of the future? 4-012

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Je veux d'abord dire une chose, c'est que je suis très attaché à l'euro et je suis très attaché à la destinée de l'euro. Je le suis depuis toujours, dans mes votes, dans mes actions et dans mon rôle de responsable politique.

En même temps, nous savons que cette Union économique et monétaire est un grand succès mais qu'elle connaît des limites. Et la première de ces limites, en effet, c'est qu'on a accordé toute l'attention



au volet monétaire et pas suffisamment aux volets budgétaire, puis politique. Nous nous sommes efforcés – c'est ce à quoi servent le *two-pack* et le *six-pack* – de corriger en partie les choses, mais nous savons qu'il faut aller plus loin. De ce point de vue-là, il y a le rapport des quatre présidents, mais aussi le *Blueprint* de la Commission 2012, que vous avez cité, qui posent des bases, et dans le prolongement des lignes directrices posées ici par Jean-Claude Juncker, je vois plusieurs grands chantiers pour renforcer notre monnaie unique.

Premièrement, il faut renforcer son architecture institutionnelle et politique et, notamment, réfléchir au rôle et au fonctionnement de l'Eurogroupe à la place du Parlement pour assurer une plus grande responsabilité démocratique des choix qui sont faits, en respectant l'indépendance de la Banque centrale.

Deuxièmement – je le redis –, nous devons revoir nos règles, notre pacte commun, notamment les mécanismes créés par le *six-pack* et le *two-pack*, comme l'a annoncé le président élu, comme le prévoit la législation. Et là encore, votre Parlement aura son mot à dire.

Troisièmement, il faudra renforcer la dimension sociale de la zone euro et assurer une convergence qui ne soit pas uniquement monétaire et qui ne se traduise pas par une fuite vers le bas.

Enfin, il faut poursuivre l'élargissement de la zone euro. Et je l'ai dit, c'est une préparation active et un jugement objectif qui devront présider aux éventuels prochains élargissements de la zone euro. Tout cela, en revoyant la gouvernance de cette zone euro. Comme ministre, j'ai eu l'occasion d'émettre des avis personnels. Je continue de les partager. En même temps, c'est au Conseil européen, au Conseil et au Parlement de travailler ensemble sur ces sujets.

Nous avons besoin d'une Union économique et monétaire complète, ambitieuse, politique, sociale, monétaire et budgétaire. C'est à cela que je veux travailler avec vous.

4-013

**Kay Swinburne (ECR).** – Mr Moscovici, within the first year of your mandate – as you have just touched upon – President Juncker in his letter to you has asked you to review the six-pack and the two-pack concerning the enforcement measures associated with the Stability and Growth Pact. My question focuses on one legislative part of the six-pack and, of course, the associated delegated acts which are predominantly the Commission's mandate. In the Ferreira report, which I shadowed and for which I spent many hours in dialogue, one controversial area was the macroeconomic scoreboard and the associated procedure for developing the indicators which are included within it. Specifically, can you elaborate on which of the eleven indicators on the current scoreboard you intend to keep, and which you intend to change? For example, what are your thoughts on the three-year backward moving average of the current account balance?

4-014

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Monsieur le Président, je pense en effet que la révision du *six-pack* et du *two-pack* est un travail qui est entrepris en ce moment, avec un rendez-vous, qui se tient à la fin de cette année 2014, dans lequel le Parlement européen devra être écouté.

Il y a, c'est vrai, ce *scoreboard*. Il faudra examiner point par point – vous comprendrez que je ne peux pas le faire aujourd'hui – quels sont les indicateurs qui doivent être renforcés, conservés, peut-être changés. En même temps – soyons clairs – ce que nous voulons faire, c'est davantage soutenir, défendre et simplifier que modifier les règles qui sont les nôtres. Nous devons assurer qu'il y a davantage de cohésion économique et davantage de cohésion sociale dans la poursuite des travaux que nous menons ensemble.

À cet égard, les réflexions du Parlement me seront extrêmement précieuses dans les travaux que j'aurai à conduire.

4-015

**Cora van Nieuwenhuizen (ALDE).** – Commissioner-designate, Europe cannot spend itself out of the crisis. We most urgently need structural reforms. Courageous structural reforms are crucial for the future of Europe, for regaining our competitive power. Taking that into account, do you really think that you personally are the best man for this job, considering the fact that your track record on implementing structural reforms has been so terribly disappointing? Can you come up with one convincing reason for us to confirm you in this position?

4-016

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Je vous l'ai dit, Madame, je suis venu ici avec humilité, je ne vais donc pas dire que je suis le meilleur pour ceci ou pour cela. Je veux me garder de toute forme d'arrogance ou d'excès de certitude. En même temps, j'ai été choisi pour exercer cette responsabilité par le président élu Jean-Claude Juncker. Et c'est donc moi qui suis ici pour ce faire.

Je ne vais pas travailler seul, je l'ai dit, je travaille dans la collégialité. Le président a souhaité une nouvelle architecture de la Commission. Il y a un "pack" économique. Il y a notamment deux vice-présidents, Jyrki Katainen et Valdis Dombrovskis, avec lesquels je veux travailler étroitement. Et je n'oublie pas les autres commissaires que j'ai mentionnés, Jonathan Hill, Marianne Thyssen. Nous sommes une équipe.

Alors, pour le reste, je suis convaincu en effet qu'il faut renforcer la compétitivité de nos économies. Vous évoquez ce que j'ai pu faire, mon "track record" comme vous dites. Pendant les deux années où j'étais au ministère de l'économie et des finances, nous avons réformé le marché du travail, nous avons réformé la formation professionnelle, nous avons fait en sorte de favoriser l'investissement des entreprises à travers un pacte de responsabilité de 40 milliards. Des réformes économiques sont entreprises dans mon pays et, vous savez, d'autres pays ont engagé de telles réformes. Ça prend du temps.

En Allemagne – je n'ai pas à me prononcer sur ce qu'a pu faire Gerhard Schröder jadis –, il a fallu dix ans pour que le pays, qu'on disait à l'époque l'homme malade de l'Europe, quand j'étais ministre des affaires européennes, devienne l'économie la plus forte. Il faut du temps aussi pour la France.

Mais mon rôle, encore une fois, n'est pas d'être ici le ministre de l'économie de la France, je ne suis plus cela, je suis un Européen. Je suis quelqu'un qui croit au sérieux dans la gestion des finances publiques. Je suis quelqu'un qui croit à l'effort, je suis quelqu'un qui croit aux réformes, je suis quelqu'un qui est persuadé que c'est par la compétitivité des entreprises que nos économies grandissent et c'est à cela que je vais me consacrer, je l'ai dit, à ma place, ma juste place, seulement ma place, mais toute ma place.

Le meilleur ou pas, c'est à vous d'en juger. En tout cas je me sens prêt à exercer ces responsabilités, à la fois par tout ce que j'ai fait, par tout ce que je pense et par tout ce que je propose dans les lignes de Jean-Claude Juncker. 4-017

**Marisa Matias (GUE/NGL).** – Senhor Moscovici, falou do desemprego como uma consequência, e é verdade, em certa medida, que é uma consequência desta obsessão com as políticas de austeridade. Mas o desemprego é também uma causa, a principal causa, no meu entender, da insustentabilidade das contas públicas, porque cada cidadão que está desempregado não paga impostos do seu salário, não

gera riqueza, não paga impostos do consumo e, em alguns casos, infelizmente, não em todos, recebe apoios sociais do Estado.

E é por isso que lhe quero colocar esta questão. É porque, se continuar a mesma receita, não vai fazer outra coisa senão agravar aquele que é o principal problema da insustentabilidade das contas públicas. E o que eu lhe pergunto é se está disponível para alterar isso, para colocar o desemprego como o verdadeiro problema. Referiu-se a ele, mas não o suficiente, no meu entender. O verdadeiro problema da insustentabilidade das contas públicas, aquilo que está a colocar as economias europeias numa situação insustentável.

4-018

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur le Président, Madame Matias, je l'ai dit dans mon propos introductif, je pense que nous devons agir simultanément sur la consolidation budgétaire – comme on dit – sur la réduction des déficits et sur la croissance.

Car, en vérité, il n'y a pas de réduction des déficits sans croissance; il n'y a pas de croissance sans désendettement. Je suis convaincu depuis toujours que l'endettement est une dépense totalement improductive. Chaque euro consacré au service de la dette est un euro en moins pour l'éducation, pour l'hôpital, pour le service public. C'est un euro perdu pour l'économie. Il faut donc désendetter nos économies et, en même temps, il faut le faire grâce à la croissance, et créer un cercle vertueux.

Dans ce contexte – je veux être extrêmement clair –, commissaire chargé des affaires économiques et financières, je serai – je l'ai dit – le gardien des règles, le garant de l'intérêt économique de l'Europe, et je ne vais pas, ici, prétendre – ce serait un mensonge – que je suis là pour les changer. Je suis là pour les appliquer. Avec, en même temps, les marges qu'elles offrent. On aura peut-être l'occasion d'en reparler dans cette audition.

En même temps, ce qui est clair, c'est que le cap que veut donner Jean-Claude Juncker – et je suis entièrement d'accord avec lui – à cette Commission, c'est un cap tourné vers la croissance. C'est un cap qui est tourné vers l'investissement. C'est un cap qui prend mieux en compte les souffrances sociales sur le continent. C'est un cap qui donne la priorité à la lutte contre le chômage, et notamment contre le chômage des jeunes, et qui implique que, dans toutes les politiques que nous menons, nous prenions davantage en compte cette dimension sociale. C'est pour cela qu'il est bon qu'il y ait un vice-président, M. Dombrovskis, qui soit chargé à la fois de la politique de l'euro et du dialogue social.

J'agirai dans ce contexte-là, et j'attache notamment une très grande importance au plan d'investissements, à la fois publics et privés, de 300 milliards d'euros, destinés à permettre de créer ces emplois, dont nous avons besoin, ces investissements, dont nous avons besoin, et de renforcer la compétitivité de l'économie européenne.

Je ne veux pas opposer les deux dimensions budgétaire et économique; nous devons continuer à réduire nos déficits, et nous devons le faire en ayant toujours en tête que c'est l'économie réelle qu'il faut servir pour l'emploi.

4-019

**Sven Giegold (Verts/ALE)**. – Herr Moscovici, die letzten Jahre sahen einen Verfall demokratischer Rechte und Verfahren in den europäischen Institutionen. Im Bereich der Wirtschafts- und Währungspolitik sind immer mehr Entscheidungen in Organe verlagert worden, die für das Parlament nicht transparent sind, deren Rechenschaftspflicht begrenzt ist. Die Bürgerinnen und Bürger in den Ländern, die derzeit große Strukturanpassungen durchlaufen, haben das Gefühl, dass sie an diesen

Entscheidungen nicht beteiligt sind. Dieses Haus hat in seinem Untersuchungsbericht über die Troika Forderungen aufgestellt, wie die Demokratie in Europa wieder zu stärken ist.

Wie werden Sie, mit welchen konkreten Maßnahmen werden Sie Transparenz und demokratische Verantwortlichkeit im Bereich der Wirtschafts- und Währungspolitik wiederherstellen und dieses Haus wieder in seine Rechte zurückversetzen?

4-020

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur le Président, comme ministre de l'économie et des finances, j'ai siégé pendant deux ans à l'Eurogroupe, où l'on suivait notamment la situation des pays sous programme, et j'ai, bien sûr, siégé au conseil Ecofin.

Je sais à quel point les pays sous programme – les Grecs, les Chypriotes, les Irlandais, les Espagnols – ont souffert de la crise et ont fait des efforts essentiels pour se redresser.

Comme ministre, je me suis rendu trois fois en Grèce: deux fois par moi-même et une fois avec le président de la République. J'ai milité, et je me suis battu, pour l'intégrité de la zone euro, mais je sais, en même temps, qu'il y a une énorme souffrance, que les taux de chômage sont insupportables, et qu'il existe le sentiment, parfois, qu'on impose de l'extérieur des contraintes qui sont douloureusement vécues par la population.

Dans ce contexte, je considère que la troïka a fait un travail nécessaire, parce qu'elle a permis d'éviter le défaut dans ces pays. Elle a permis l'implantation de réformes dites structurelles. Il faut continuer à travailler avec le Fonds monétaire international. Tout d'abord, c'est prévu dans le *two-pack*; ensuite, c'est aussi un élément de réassurance qui est nécessaire. Mais il faut sans doute modifier cette façon de fonctionner. C'est ce qu'a dit Jean-Claude Juncker devant le Parlement européen. Il a dit qu'il allait faire des propositions pour favoriser la légitimité démocratique, pour faire en sorte que le Parlement soit plus associé, pour qu'on prenne en compte la dimension sociale et qu'on travaille dans le cadre du dialogue social sur toutes ces questions. Peut-être aussi faut-il être moins intrusif dans un certain nombre de politiques.

Il s'agit d'une réforme à laquelle je travaillerai. Je pense qu'il ne faut pas du tout jeter l'opprobre sur la troïka. Elle a joué, et elle joue encore, un rôle utile. Il faut en même temps prendre en compte les attentes des peuples, prendre en compte les attentes sociales, modifier les méthodes – c'est ce que le président élu a dit ici. Je ne peux pas donner davantage de détails sur ce que nous ferons, mais je peux vous dire ma volonté sincère de travailler avec vous à ce que les choses changent de façon très substantielle.

4-021

**Marco Valli (EFDD)**. – Grazie Presidente e grazie a Moscovici presente qui per l'audizione. Stiamo assistendo in questi giorni alla drammatica situazione economica di due grandi paesi dell'eurozona: la Francia e l'Italia. Entrambi i paesi hanno chiesto sforzi ingenti ai contribuenti per inseguire la follia del patto di stabilità e crescita. Entrambi i paesi hanno visto le piccole imprese fallire, i disoccupati aumentare, il proprio debito aumentare e le loro economie recedere inseguendo questa follia. La Francia ha dichiarato che quest'anno non rispetterà il patto di stabilità, avrà un deficit del 4,4%, 4,3% l'anno prossimo e poi punterà al pareggio di bilancio solo nel 2019.

Perciò le chiedo: se lei dovesse diventare Commissario, in quanto francese, affinché si applichino le sanzioni previste dal *Six-pack* verso la Francia nel caso di mancato rientro del disavanzo eccessivo, lei applicherà queste sanzioni? E nel caso in cui decidesse di ribellarsi a questa follia di esprimere un'idea più improntata verso la flessibilità per il bene dei cittadini, come pensa gestirà il rapporto tra lei e la

vicepresidenza messa a controllare il suo operato? È pronto a ricevere anche lei le telefonate dalla Cancelliera tedesca e dai suoi messi di fiducia?

4-022

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Je le redis, je le redirai encore, je le redirai jusqu'à la fin de cette audition, je le redirai pendant les cinq ans où je serai commissaire européen: je suis là pour faire respecter les règles, je suis là pour assurer la crédibilité des règles. Je ne suis pas là pour les modifier de façon créative. Je ne suis pas là pour défendre je ne sais quelle dérogation, je ne sais quelle exception, je ne sais quelle suspension. Nous avons des règles, et ces règles sont là pour être respectées. Elles doivent être crédibles. Elles sont intelligentes. Elles ne sont pas stupides: elles examinent de façon individuelle la situation des pays, prennent en compte la situation économique et insistent, par exemple, sur cette notion très importante qu'est l'effort structurel.

Mais un pays – quel qu'il soit, je le répète, quelle que soit sa taille, quelle que soit son histoire, quel que soit son statut supposé – un pays, fût-ce la France, doit respecter les règles. Mon rôle à moi, en tant que commissaire européen, est de faire respecter ces règles. Et c'est ce que je ferai. Aujourd'hui, je ne suis pas le commissaire en charge – qui est M. Katainen – et je n'ai donc pas les éléments pour juger du projet qui a été présenté hier. Apparemment, il nécessite au moins un examen approfondi. Certaines choses se feront avec la Commission présente jusque fin octobre, début novembre.

Il y en a d'autres que je prendrai en charge dès début novembre avec les prévisions économiques de la Commission. Il faudra prendre des décisions, en octobre ou en novembre et je les prendrai. Je vous redis très simplement ce que j'ai déjà répondu à M. Lamassoure: si un pays, dans le cadre d'une procédure de déficit excessif, ne prend pas les *effective actions* prévues par les traités, ne fait pas les efforts structurels requis, ne mène pas les réformes structurelles exigées, alors il n'y a pas de doute, il n'y a pas d'hésitation, il n'y a pas de choix: il faut poursuivre la procédure et le commissaire que je serai – je le répète, un commissaire européen et non plus le ministre français des finances, que je ne suis plus depuis six mois – fera son travail et son devoir.

4-023

**Bernard Monot (NI)**. – Monsieur le Président, Monsieur Moscovici, tout d'abord merci de nous honorer de votre présence et bravo d'apparaître sans peur devant les députés de la commission ECON.

Vraiment, le changement c'est maintenant. À vous écouter jusque là, le changement, c'est également votre volonté de respecter, au niveau européen, la discipline budgétaire. Pourtant, sans être cruel avec vous, je suis quand même obligé de vous rappeler que c'est sous votre ministère que la France a été placée, le 5 mars dernier, sous surveillance renforcée par la Commission européenne pour ses dérapages budgétaires permanents. Ce n'est donc pas pour votre bilan à Bercy que M. Juncker vous a désigné, mais bien pour le seul critère d'embauche valable: votre nationalité.

Le cap des 2 000 milliards d'euros de dette publique a été franchi récemment, soit 30 000 euros par Français. Bientôt, le seuil de 100 % du PIB sera atteint. Normal, c'est le logiciel ultralibéral de l'UMPS en France qui bugge. En réalité, pour tout le système, il y a urgence que la France, deuxième économie de la zone euro se réforme, car sa banqueroute financière entraînerait la fin de la monnaie unique.

Vous l'avez dit, vous êtes déterminé à faire vos preuves. Ma question est simple. Monsieur Moscovici, vous qui prétendez aimer la France, en votre âme et conscience, lorsque la France ne rentrera pas dans les critères fixés par Bruxelles, serez-vous prêt à déclencher le feu nucléaire de la procédure de discipline budgétaire contre votre patrie et à mettre en esclavage vos compatriotes?

4-024

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur Monot, franchement je n'ai pas bien compris si vous me reprochiez de ne pas défendre l'euro, que – me semble-t-il – vous défendez peu, de mettre mon pays d'origine en esclavage ou bien de ne pas respecter les disciplines. Il y avait un peu de confusion, je dois le dire, dans votre propos, si vous le permettez. Il faudra peut-être que vous-même vous clarifiiez vos propres options. Enfin c'est votre problème, ce n'est pas le mien.

Pour le reste, je ne peux que redire ce que j'ai déjà été amené à dire un certain nombre de fois. Je répondrai à toutes les questions, mais ne faisons-pas un débat entre nous. Il y a tellement de thèmes à aborder au niveau de l'Europe, ce n'est pas le lieu de faire un débat sur un seul pays. Je pense que notre échange mérite autre chose.

Mais je n'ai pas d'hésitation. Je l'ai dit, il y a des règles, qui doivent être respectées. Le commissaire chargé des affaires économiques et financières est là pour défendre l'intérêt économique européen, l'intérêt général européen, les règles européennes. Je ne pense pas qu'on puisse assimiler ces règles en quoi que soit à un feu nucléaire. Il faut avoir un peu de pudeur, un peu de décence par rapport à ceux qui ont été victimes de l'arme nucléaire – c'est arrivé – ou qui en sont menacés.

Non, il y a des règles et elles prévoient toute une gradation. On peut modifier des recommandations. On peut accorder des délais, c'est arrivé à la France mais aussi à d'autres pays. On peut aussi déclencher des sanctions, on peut renforcer les mécanismes de surveillance. Ça existe. Toute cette palette est à la disposition non seulement du commissaire que je suis, mais de la Commission tout entière. En effet, ces décisions doivent être prises collégalement, et je ferai en sorte qu'il en soit ainsi.

Vous pouvez donc être tout à fait tranquille, Monsieur Monot. D'abord, c'est bien dans le rôle d'un commissaire européen que j'entends agir. J'entends le faire avec l'arme des règles, qui n'est pas une arme nucléaire mais une arme intelligente et subtile. J'entends le faire avec toute l'intelligence que, précisément, ces règles autorisent, et avec toute la fermeté qu'elles exigent.

4-025

**Pablo Zalba Bidegain (PPE)**. – Señor comisario propuesto, bienvenido al Parlamento Europeo. Y deberíamos decir: ¡por fin, bienvenido! Le esperamos hace tiempo como ministro de Economía, en el marco de los diálogos económicos, pero nunca tuvo tiempo para venir. Como dicen en mi país, nunca es tarde si la dicha es buena.

Usted ha dicho que gracias al BCE se ha acabado con la especulación. No, señor comisario propuesto. Gracias a las reformas, tanto a nivel europeo como a nivel nacional, y gracias al esfuerzo de muchos europeos para llevar a cabo esas reformas, se ha acabado con la especulación. Y precisamente esa falta de reformas está lastrando la economía europea. Y, precisamente, la falta de reformas en algunos Estados miembros, como puede ser Francia.

Mi pregunta es: ¿se va a sentir usted legitimado para exigir más reformas a aquellos países que las precisen?

Y mi segunda pregunta: como comisario propuesto, ¿cree usted que su país, Francia, ha hecho las reformas suficientes para impulsar el crecimiento o la creación de empleo, o le va a exigir usted más reformas?

4-026

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur le député, il me semble que j'ai déjà commencé pour le moins à répondre à cette question. D'abord, je veux dire à quel point je suis heureux d'être

devant votre commission, où j'étais venu à la fin 2012 avec mon collègue et ami Wolfgang Schäuble. C'est une commission que je respecte, que je connais, j'en ai été membre jadis, et qui est une commission très importante de ce Parlement.

Et je vous redis que je suis un homme politique qui a maintenant – je ne sais pas si c'est heureux ou malheureux – une longue expérience. Mon premier mandat a été mon élection comme député européen en 1994, cela fait 20 ans. Je sais que le rapport entre un exécutif et un parlement est décisif. Je serai bien sûr à votre disposition pour travailler avec vous, à votre écoute, et je pense que, chaque fois que le Parlement a des propositions importantes, intéressantes, à faire entendre, il faut non seulement en tenir compte, mais aussi les appliquer dans la réalité.

Pour le reste, je réponds une fois de plus à la question que vous m'avez posée au sujet de la France. Je suis ici comme commissaire européen désigné, je ne suis plus le ministre de l'économie et des finances de la France. Je sais ce que j'ai fait dans ce rôle, à la fois dans la réduction des déficits, je l'ai rappelé, dans l'application des règles, je peux le rappeler, dans la conduite de certaines réformes.

Est-ce que cela a été suffisant? Sans doute pas. Car la situation de ce pays est encore difficile. Je suis fier de ce que j'ai fait, et j'aurais aimé faire mieux, car il faut de l'humilité dans toutes les fonctions. Ce n'est pas facile d'être ministre de l'économie et des finances d'un grand pays. Mon ami Luis de Guindos le sait par exemple. Nous avons bien travaillé ensemble, y compris quand il s'est agi de définir un projet, un programme intelligent pour les banques espagnoles et d'éviter une mise sous tutelle que j'aurais jugée inacceptable. Et mes amis espagnols le savent.

Moi je souhaite continuer dans cet esprit, qui est l'esprit du sérieux budgétaire, qui est l'esprit de la réforme, des réformes. Oui, mon pays d'origine, la France, a besoin de réformes. Il les a engagées, il reviendra à la Commission d'évaluer si c'est de façon suffisante, si les *effective actions*, je répète ce mot, qui sont exigées ont été remplies ou pas, et je le ferai sans faiblir.

4-027

**Jakob von Weizsäcker (S&D).** – Herr Moscovici, ich möchte Sie zur künftigen Architektur der Eurozone befragen. Wir haben in den vergangenen Jahren viele Krisen bewältigt – mal mehr, mal weniger gut. Eine ganz zentrale Frage wird in den kommenden Jahren jedoch sein: Wie sorgen wir dafür, dass wir in zukünftigen Krisen besser ausgestattet sind, auch institutionell, um diese Krisen zu bewältigen?

Da gibt es einige Reformvorschläge. In Deutschland, in Frankreich, in anderen Ländern haben Intellektuelle daran gearbeitet, Vorschläge auszuarbeiten. Mich würde interessieren, wie Ihre Vision für eine neue, bessere Architektur der Eurozone aussehen könnte, damit unsere gemeinsame Währung wirklich nachhaltig sein kann.

4-028

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Merci Monsieur le député, j'ai commencé à répondre à cette question il y a quelques minutes.

Je redis à quel point je suis un défenseur et un partisan – j'en ai été aussi un artisan – de l'euro. Je crois que cette monnaie, commune à un grand nombre de pays de l'Union européenne, et que d'autres – que tous les autres en réalité – ont vocation à rejoindre, est un atout, un acquis, un acquis précieux, indispensable, vital. Nous devons tout faire pour conforter l'euro, c'est-à-dire aussi pour améliorer ses dimensions sociales, ses dimensions économiques, et faire en sorte que cette architecture soit complète. Au cœur de tout cela, si je comprends bien la question, se pose aussi la question de la

gouvernance de la zone euro, sur laquelle en effet des intellectuels, des penseurs, des universitaires – je pense au *Glienicker Group*, à l'*Eiffel Group*, à d'autres encore – ont commencé à réfléchir.

Je me suis exprimé à titre personnel sur un certain nombre de sujets: faut-il ou non un président permanent de l'Eurogroupe? Ma conviction c'est plutôt que oui, même si la décision devra être prise au niveau approprié. Faut-il ou non que votre Parlement s'organise – comme le font par exemple les ministres – pour travailler entre pays de la zone euro? C'est complètement à vous de le décider. Faut-il ou non une capacité financière de la zone euro?

Le Président Juncker a pris quelques engagements sur la question. Il s'est déclaré favorable à tout ça. Sur ces points, j'ai bien sûr mes convictions personnelles, je suis ouvert au dialogue avec vous, je pense que les choses doivent évoluer assez profondément dans l'architecture de la zone euro et c'est à nous d'y œuvrer ensemble. Je contribuerai à ces travaux avec mes idées, mais aussi avec cette volonté d'écoute et de dialogue avec vous et avec les intellectuels que j'évoquais.

4-029

**Esther de Lange (PPE).** – Mr Moscovici, you have said that you will apply the rules – we all get that now. But let us perhaps be a little clearer. The French Government announced unilaterally yesterday that it will not even try to bring down the French budget deficit. My first question to you is whether that is up to the French or whether it is up to the European Commission, given the state of affairs that France is in.

Secondly, the rules clearly state that no extra time is possible for countries that do not even attempt to go in the right direction. Will you therefore express a clear 'no' to France's plans as announced yesterday – a 'yes' or a 'no' will be enough.

Thirdly, the French Government announced that no further effort will be demanded of the French. This is my biggest concern. How are you going to explain to the Greeks, to the Portuguese, to the Irish and even to the Dutch that they have to take measures but that the French do not? Will you be a Commissioner of fairness, or of Animal Farm, in which some are more equal than others? I fear you will be the latter.

4-030

**Pierre Moscovici, Commissioner-designate.** > Ms De Lange, as I said a few minutes ago, I am not currently in charge of this portfolio. My colleague and future predecessor, and friend, Jyrki Katainen, is in charge of it. But I can answer you on the basis of very firm principles.

Firstly, it is up to the European Commission, and not to a single government, to decide whether a delay should be granted or not. France secured a delay. I was Finance Minister, and it was in accordance with the rules, with the decision of my colleague and friend Olli Rehn, so it is up to the Commission to decide, not to a single government unilaterally.

Secondly, I cannot say today, I cannot judge the budget presented yesterday, I do not have the necessary information, but I will be in total solidarity with what the Barroso Commission decides right now. I will examine this budget, when I take office, on the basis of the principles that I mentioned and according to the rules, with total credibility.

Thirdly, as I said, my country of origin – and I am proud of it – is France. I will remain French. I am deeply French. I am so French in some ways, but here I will stand as a European Commissioner. That means that one principle of vital importance is equal treatment. It would not be acceptable to give



some privileges to one country when others and other people have made efforts, and so I will act with fairness and on the basis of this principle of equal treatment.

I can repeat that 10 times: you can be sure that I am here to ensure that the Pact is credible, not to threaten it. I will not be indulgent in any way – that would destroy the Pact's credibility, my credibility, too, and also the Commission's – so this is how I am going to act as soon as I take office.

4-031

**Pervenche Berès (S&D).** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, lors du Conseil européen des 26 et 27 juin derniers, les chefs d'État et de gouvernement ont donné à la Commission le mandat de préparer un document pour faire le meilleur usage possible de la flexibilité qui existe dans les règles du pacte de stabilité. Je constate que, depuis le début de cette audition, nous parlons beaucoup des règles, mais les chefs d'État et de gouvernement nous ont demandé d'interpréter les flexibilités qui existent dans ces règles.

Qu'est-ce qui, de votre point de vue, justifie qu'on en soit venu à cette demande des chefs d'État et de gouvernement? Et qu'attendez-vous de ce Parlement dans la feuille de route qui vous a été demandée?

De plus, je vous rappellerai que ce Parlement, lorsqu'il a adopté le *six-pack*, avait, avec celui qui était votre prédécesseur avant M. Katainen, M. Olli Rehn, défini un certain nombre d'idées, de pistes, en matière d'investissement, de flexibilité pour l'investissement qui, manifestement, n'ont pas porté leurs fruits. Comment envisagez-vous cette séquence?

4-032

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > En effet, j'ai beaucoup parlé des règles et je veux dire d'abord ce que la flexibilité ne peut pas être, à mon sens. La flexibilité, ce n'est pas le changement de règles, ce n'est pas une interprétation créative des règles, de manière ébouriffée – c'est quelqu'un qui a peu de cheveux qui vous le dit. Je ne suis pas là pour cela. Je suis là pour faire en sorte que ces règles soient respectées.

En même temps, notre système est un système intelligent car, comme je l'ai dit, il n'est pas rigide. Il évalue les pays individuellement. Il prend en compte les circonstances économiques et ces circonstances peuvent changer. D'ailleurs, il y a un certain nombre de clauses qui peuvent être activées uniquement dans des conditions très temporaires et dans des circonstances bien particulières. Et troisièmement, notre système prend en compte l'effort structurel avant tout. Les déficits nominaux, c'est important, mais c'est l'effort structurel qui prévaut. Je rappelais tout à l'heure que, quand j'étais ministre des finances, l'effort structurel de la France avait été de 1,2 % en 2012 et de 1,3 % en 2013. C'est cela qui est tout à fait cardinal.

Comme l'a dit Jean-Claude Juncker devant le Parlement, ces flexibilités-là ont été utilisées dans le passé. Elles pourront l'être dans le futur, mais avec la même intelligence et, encore une fois, toujours les règles comme principe de base. J'ajoute qu'il y aura des exercices, auxquels le Parlement va être associé, de révision du *six-pack* et de revue du *two-pack*, que cela se passera dans l'année 2014, mais que je serai évidemment très attentif à tout ce que le Parlement européen aura à dire.

Jean-Claude Juncker a dit que cet exercice se poursuivrait en 2015. Nous le poursuivrons, vous pouvez en être certaine, Madame Berès, ensemble, étroitement ensemble, car, comme je l'ai dit, toutes les propositions du Parlement européen méritent considération et beaucoup évidemment – vous avez ce pouvoir – application.

4-033

**Othmar Karas (PPE).** – Herr designierter Kommissar, wir spüren alle, dass Ihr größtes Glaubwürdigkeitsproblem der Widerspruch zwischen dem, was Sie jetzt tun müssen, und was Sie hätten tun können, zwischen Frankreich und Europa ist. Das wirkliche Problem besteht wohl darin, dass die Rechtsgrundlagen die gleichen sind und Sie daher alles schon hätten tun können, was Sie jetzt versprechen, dass Sie tun werden.

Ich komme auch auf Ihre schriftliche Erklärung zurück: Sie sprechen da von einer zielgerichteten Fiskalkapazität auf Euroraumebene. Was meinen Sie damit?

Sie sprechen von einer Risikoteilung, die helfen soll, die Stabilität der Wirtschafts- und Währungsunion zu stärken. Wie stellen Sie sich diese Risikoteilung vor?

Sie wollen keine Vertiefung der Wirtschafts- und Währungsunion, solange die öffentlichen Haushalte nicht stabilisiert sind. Wir wollen aber, dass das *two pack*, das *six pack*, der ESM, die Troika auf Gemeinschaftsmethode umgestellt und mit einem Sanktionsmechanismus versehen werden. Wann werden Sie Initiativen setzen, damit diese Parlamentarisierung der Hilfsmaßnahmen stattfindet?

4-034

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Monsieur Karas, il y a plusieurs questions dans votre question, et je vous remercie de me l'avoir posée.

Je reviens une fois de plus – puisque vous m'interrogez – sur la différence entre ce que j'aurais pu faire, ce que j'aurais dû faire et ce que je ferai.

Je voudrais simplement rappeler un fait qui est indéniable: pendant les deux années où j'ai été ministre de l'économie et des finances de mon pays, j'ai fait voter deux lois de finance, trois lois de finance rectificatives, une loi de programmation des finances publiques et une loi organique sur les finances publiques qui a créé un Haut conseil – qui est une instance indépendante qui donne des avis, parfois sévères, sur ce que fait le gouvernement – et tout cela s'est fait en parfait accord avec la Commission. Tout a été approuvé par la Commission, et en prévision et en exécution. Je n'ai jamais dérogé aux règles. Je ne rappelle pas ce que j'ai dit sur le fait que les déficits ont baissé pendant cette période-là.

Donc, il est clair que je suis quelqu'un qui croit au sérieux budgétaire, qui croit aux règles. Je n'y ai jamais dérogé. Je n'y dérogerai pas de l'autre côté, comme commissaire. Je n'accepterai pas qu'on demande exception ou suspension des relations. Il ne s'agit pas de cela.

Ensuite, vous m'interrogez sur un autre point au moins aussi important, qui est l'approfondissement de l'UEM. On a commencé à parler tout à l'heure de la troïka avec M. Giegold et, à l'évidence, il y a des changements qui sont à apporter pour que l'approfondissement démocratique de ces procédures existe, moyennant la participation du Parlement européen et des partenaires sociaux.

De même, vous m'interrogez implicitement sur la communautarisation du mécanisme européen. Je suis un partisan ardent de la méthode communautaire et je pense qu'il faut aller dans ce sens-là. Tout ce qui permettra d'accroître le rôle du Parlement, je l'accueillerai de manière positive. En même temps, il est vrai qu'il faudra examiner les choses avec attention parce que, comme vous le savez, il y a beaucoup de ces progrès qui exigent des changements de traité. Et nous sommes dans une période où les changements de traité, pour des raisons constitutionnelles dans l'ordre interne de certains pays et pour des raisons démocratiques, sont compliqués. Mais je serai un partisan de la méthode communautaire et de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire avec cette arme-là.

4-035

**Bernd Lucke (ECR).** – Herr Moscovici, ich möchte Ihnen eine Frage zur Steuerpolitik stellen. Die Europäische Union hat länderspezifische Empfehlungen für 2013 herausgegeben und nun festgestellt, dass in Frankreich die länderspezifischen Empfehlungen zur Steuerpolitik nicht oder nur in sehr geringem Umfang umgesetzt worden sind. Ich möchte Sie bitten, mir drei konkrete Empfehlungen der Europäischen Union zu nennen, und zwar konkret – nicht schwammig, sondern eins, zwei, drei –, die in Frankreich nicht oder nur begrenzt umgesetzt worden sind.

Dann möchte ich Sie bitten, zu begründen, warum diese Empfehlungen unter Ihrer Verantwortung nicht umgesetzt worden sind. Ich möchte Sie bitten, zu sagen, ob Sie die Empfehlungen nicht für richtig gehalten haben und Sie sie deshalb nicht umgesetzt haben, oder ob Sie sie nicht durchgesetzt haben, weil Sie nicht imstande waren, sie durchzusetzen.

Ich möchte Sie darüber hinaus bitten, mir zu sagen, mit welcher Autorität Sie in Ihrer Eigenschaft als Kommissar anderen Ländern gegenüber für die Umsetzung von Empfehlungen werben wollen, wenn man Ihnen entgegenhalten muss, dass Sie sie selbst nicht umgesetzt haben.

4-036

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Monsieur le Président, encore une fois, je vais répéter – et je le répéterai autant qu'il le faudra –, ce qu'est ma conviction profonde et ce que j'ai fait. Je redis ce que j'ai dit à M. Karas il y a un instant: comme ministre de l'économie et des finances, j'ai toujours agi selon les règles.

Il n'y a pas une décision que j'aie prise en matière budgétaire qui n'ait été validée par la Commission. Il n'y en a pas une qui n'ait été acceptée par le Conseil. Il n'y en a pas une dont je n'aie discuté, en amont, avec, notamment, deux personnes: Olli Rehn, commissaire aux affaires économiques et monétaires avant moi, et mon ami et collègue Wolfgang Schäuble, mon ami allemand.

Je crois très profondément au couple franco-allemand. Il n'est pas suffisant pour faire en sorte que l'Europe avance, mais si les Français et les Allemands ne sont pas d'accord, rien ne se passe en Europe. C'est ainsi que j'ai toujours agi et c'est ainsi que je continuerai à agir.

Je le répète: quand j'étais ministre, il était important, pour moi, de respecter ces règles et, ne l'étant plus, demain, en tant que commissaire européen, je serai moi-même chargé de les faire appliquer et respecter. Vous ne trouverez pas un exemple qui puisse m'être reproché d'exception, de dérogation ou de suspension par rapport à ces règles.

La France se trouve dans une procédure de déficit public excessif. Cette procédure a concerné jusqu'à vingt et un pays de l'Union européenne, elle en concerne encore onze aujourd'hui. Cette procédure est riche, elle nous donne tout un arsenal, dont nous pouvons faire usage, et, je le redis ici, je n'hésiterai en rien à faire usage de cet arsenal.

Pour le reste, vous pouvez vous reporter à ce que la Commission a pu dire sur ce sujet.

*(Interruption de M. Lucke: Répondez à la question, Monsieur!)*

J'estime avoir répondu à vos questions, Monsieur, et de manière extrêmement précise je crois.

Que voulez-vous me faire faire? Je suis ici le commissaire européen désigné. Le dossier français est examiné par la Commission, sur des bases objectives et avec les données de la Commission.

4-037

**Petr Ježek (ALDE).** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, notre commission, dont vous étiez membre par le passé, vous a invité à plusieurs reprises, en tant que ministre des finances, à vous expliquer sur les recommandations de la Commission européenne. Vous n'avez jamais daigné venir vous défendre de la situation économique de votre pays. Tous les autres ministres ont eu une approche proactive. Vous insistez pourtant aujourd'hui sur l'importance que vous accordez à la coopération avec le Parlement européen.

Je ne doute pas que cette nouvelle attitude est sincère, mais est-elle définitive?

4-038

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Cette attitude de ma part, M. Ježek, n'est ni nouvelle, ni provisoire. Elle dure depuis longtemps. Je le répète: j'ai été élu pour la première fois dans ce Parlement en 1994. J'y suis revenu en 2004 et j'ai été vice-président du Parlement. Je connais personnellement nombre d'entre vous, de ceux qui étaient de ces époques-là. Nous avons travaillé et, je crois, bien travaillé ensemble. Je crois avoir été un vice-président à ma place, qui a fait un travail correct.

J'ai toujours respecté le travail du Parlement, sur la régulation financière, sur l'union bancaire – le Parlement a beaucoup contribué à infléchir les accords initiaux du Conseil en la matière –, sur le *six-pack* et sur le *two-pack*, sur tout ce qui concerne l'évolution prévisible et souhaitée de la troïka. Vous évoquez, c'est vrai, un certain nombre de malentendus et de concours de circonstances sur lesquels je veux m'expliquer ici et dont je veux vous dire que je les regrette sincèrement.

D'abord, je suis venu devant votre commission, que je connais bien, avec mon collègue et ami Wolfgang Schäuble en décembre 2012. Ensuite, il y a eu des rendez-vous manqués que je regrette: le 14 novembre 2013, où je n'étais pas disponible, les 12 et 13 février 2014, où j'étais aux États-Unis en visite d'État avec le Président de la République, et le 17 mars, là où il y a eu un vrai problème. J'ai été invité à une réunion budgétaire à l'époque très tendue sur la préparation du PSTAB par le Président de la République. J'ai informé les services de la commission trois jours avant, j'ai demandé que des regrets soient exprimés au nom de la commission, ce qui n'a pas pu être fait. Et puis j'ai été invité le 17 avril mais là, un problème, je n'étais alors plus ministre et même pas encore parlementaire.

Dans les nouvelles fonctions qui sont les miennes – et qui sont différentes – de commissaire européen, je le redis de manière définitive, de manière ferme, de manière absolue, je suis à la disposition de votre commission, voire même de vos commissions, parce que j'y accorde la plus grande importance.

4-039

**Hugues Bayet (S&D).** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, vous l'avez dit dans vos propos introductifs, vous devez tout faire pour soutenir la croissance et l'emploi et vous mettez, notamment, en avant ce grand plan d'investissement – 300 milliards – pour soutenir l'investissement privé et public. Je voudrais savoir de manière un peu plus précise ce que vous comptez faire, parce que quand on regarde les investissements privés, on voit que, malheureusement, le mécanisme TLTRO ne fonctionne pas, les banques nous disant qu'il n'y a pas assez de demande pour créer de l'investissement privé.

Je me pose également beaucoup de questions sur l'investissement public quand on voit la dette de nos États. Comment allez-vous pouvoir soutenir nos investissements publics productifs – et je dis bien productifs, pas dans le seul objectif d'alourdir la dette? Je pense, par exemple, à nos autoroutes, à nos zones industrielles, à nos plateformes multimodales, aux aéroports, aux hôpitaux et aux logements sociaux, qui sont nécessaires, je pense, pour soutenir la croissance. Quand on sait qu'en plus, ces investissements publics sont comptabilisés par Eurostat uniquement comme dépense dans notre dette,

mais jamais en termes de patrimoine ou d'amortissement, je ne vois pas très bien comment nous pourrions avancer sur ce sujet. Parce qu'on parle beaucoup de la France et des règles, mais ce qui m'intéresse, moi, c'est quand même de savoir comment nous allons soutenir et relancer cette croissance et comment nous allons soutenir l'économie réelle. Je pense que c'est vraiment cela dont on a besoin.

4-040

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur le Président, Monsieur Bayet, je crois en effet que c'est là l'essentiel : comment, dans les cinq ans qui viennent, relever le défi que j'ai caractérisé comme étant de conjurer la menace du déclin de notre économie, qui plane et qui touche nos populations.

Je tiens à le dire d'ailleurs ici, avec une certaine gravité: si, dans les cinq ans qui viennent, nous n'invertissons pas le cours des choses, c'est le projet européen lui-même qui est menacé. Et quand je parlais de l'Europe de la dernière chance, je pense que cette Commission est aussi un peu la Commission de la dernière chance, et que ce Parlement est le Parlement de la dernière chance.

Ensemble, nous devons travailler dans le même sens pour qu'il y ait plus de croissance, plus d'emploi, plus de justice et plus de progrès social en Europe. Et cela passe par cette notion absolument cardinale qu'est, en effet, l'investissement.

L'investissement, c'est ce qui prépare l'avenir. Quand un continent n'investit plus, il ne prépare pas suffisamment son futur. Or, il y a bien ce qu'on appelle un *investment gap* – pardonnez-moi, je ne veux pas être pédant –, c'est-à-dire le fait que l'investissement aujourd'hui est inférieur de 17 % à ce qu'il était avant la crise. Ce n'est pas acceptable.

Dans cette mesure, le plan d'investissement proposé par Jean-Claude Juncker est absolument indispensable. Il représente 300 milliards d'euros sur trois ans. Un certain nombre de principes vont être observés.

Tout d'abord, il doit être ciblé sur les secteurs qui sont créateurs d'emplois.

Ensuite, il faut que les choses soient rapides, c'est-à-dire que nous ne pouvons pas attendre 2017 pour que cela se mette en place. C'est dans les trois mois que la Commission – et nous allons y travailler avec Jyrki Katainen notamment – doit prendre ses décisions et faire ses propositions.

Troisièmement, il faut qu'il y ait un équilibre entre l'investissement privé et l'investissement public. Je dirais: investissement privé, autant que possible; et investissement public, quand c'est nécessaire. Mais, pour cela, il faut aussi travailler sur les outils financiers. Nous avons, notamment, un outil formidable à notre disposition, qui s'appelle la Banque européenne d'investissement. Nous avons augmenté son capital, ce qui lui a permis d'augmenter de 50 % sa capacité de prêt. Il faut sans doute encore aller plus loin, ainsi que venir au secours de nos petites et moyennes entreprises et soutenir les dépenses d'infrastructure, indispensables pour le continent.

Mais l'investissement, c'est la base de tout, c'est essentiel! Au même titre que le reste: croissance, consolidation budgétaire. Il faut faire les deux.

4-041

**Dariusz Rosati (PPE).** – Commissioner-designate, we have just heard from the French Government that France will not reduce its budget deficit to 3% before 2017. I have two questions. Firstly, in your opinion – and I understand you have not yet been appointed, but what is your current position – should France be given special treatment under the so-called ‘special circumstances’ arrangements and, if so, what are these ‘special circumstances’? Secondly, is this fiscal laxity the result of excessively flexible rules or, rather, of weak enforcement of the rules?

4-042

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Comme je l'ai dit, je suis venu ici avec la volonté de répondre à toutes les questions, quelles qu'elles soient, et celle-ci ne me gêne donc pas, encore une fois, ni en ce qui concerne le passé, ni en ce qui concerne le futur. Je suis venu, je crois, avec sincérité et bonne foi, vous l'entendez depuis que je suis ici.

Je ne suis pas là pour être l'avocat d'un pays: je ne suis plus son ministre de l'économie et des finances. Je ne suis pas là non plus pour être son procureur ou son juge. Je suis là pour être commissaire européen et pour faire appliquer des règles qui s'appliquent à tous! Il y a 28 pays dans l'Union européenne et la France doit appliquer les règles comme tous les autres pays. Il n'y a pas de grands et de petits pays dans l'Europe! Il n'y a pas d'anciens et de nouveaux pays dans l'Europe! Il n'y a pas de pays privilégiés et de pays qui ne le sont pas dans l'Europe! Je le répète – Madame Grossetête – il y a une interdiction, la France n'a pas violé les règles. Tout ce qui a été fait l'a été dans le cadre des règles! Tout ce qui a été fait l'a été avec l'accord de la Commission européenne! C'est un fait! Comment pouvez-vous dire le contraire?

Je reviens à la question de M. Rosati pour lui dire deux choses. Tout d'abord, les circonstances exceptionnelles sont prévues par les textes: elles supposent qu'il y ait une récession sévère, non pas dans un pays, mais dans l'ensemble de la zone euro. C'est au regard de ces critères qu'il faut examiner si elles s'appliquent. Je ne dispose pas aujourd'hui des éléments – je le répète, je ne suis pas commissaire en charge – mais nous ne trouvons pas, me semble-t-il, dans cette situation dans la zone euro. Une fois encore, ce sont toujours nos règles qui doivent prévaloir et absolument rien d'autre. Tout laxisme est donc exclu. J'ai dit tout à l'heure dans mon introduction que je voulais agir sans excès de complaisance pour les uns, sans sévérité excessive pour les autres, ça vaut pour tous les pays dans un sens comme dans l'autre. Ce sera très exactement ma règle de conduite demain en tant que commissaire chargé des affaires économiques et financières.

4-043

**Fabio De Masi (GUE/NGL).** – Herr Moscovici! Ich bin in solchen Befragungen immer wieder beeindruckt, wie sich meine konservativen Kollegen so wenig von Zahlen beeindrucken lassen, trotz ihres eher fortgeschrittenen Alters und ihrem Vorsprung an Lebenserfahrung, denn wir wissen ja, dass gerade jene Länder, die in der Eurozone am Härtesten gespart haben, den größten Anstieg der Staatsschuldenquoten zu verzeichnen haben. Ich bin immer wieder beeindruckt, wie unbeeindruckt von der Realität manche meiner Kollegen hier im Hause sind.

Nun zu meinen Fragen. Ich bin für solide Staatsfinanzen. Ich unterstütze das ausdrücklich, und deswegen möchte ich Sie fragen: Es gibt derzeit eine Untersuchung bezüglich der Ansiedlung von Apple und Fiat Finance, die gegen Irland und Luxemburg eingeleitet wird. Dabei geht es um unlauteren Steuerwettbewerb. Werden Sie mit aller Härte und unbeeindruckt davon, dass gerüchteweise ein konservativer Spitzenkandidat und jetziger EU-Kommissionspräsident in Luxemburg Verantwortung getragen hat, unter allen Umständen dieses Verfahren unterstützen, auch gegen den Willen von Herrn Juncker?

Zweitens: Wie stehen Sie dazu, dass in einzelnen Ländern die Bankenabgabe von der Steuer abzugsfähig sein soll?

4-044

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Vous évoquez un point dont on n'a pas parlé jusqu'à présent, qui est le fait que je suis commissaire désigné non seulement aux affaires économiques et financières mais aussi à la fiscalité et à l'union douanière. Je peux vous le dire en souriant, c'est quelque chose qui m'a surpris, mais que je trouve très cohérent.

Pourquoi cela m'a-t-il surpris? Parce que, comme tous les commissaires, j'ai été amené à rencontrer Jean-Claude Juncker, qui formait cette Commission, et il m'a dit: "Tu seras commissaire chargé des affaires économiques et financières, ne le dis pas." Je suis sorti de son bureau et je ne l'ai pas dit. Mais il y a une chose qu'il ne m'avait pas dite, c'est que je serais commissaire à la fiscalité et à l'union douanière. Imaginez-vous que je l'ai découvert lors de la conférence de presse du président.

Pourquoi? Cela veut dire qu'il me fait confiance pour ça. Nous ne sommes pas de la même nationalité, nous ne sommes pas du même parti, il est Luxembourgeois, je suis Français à l'origine, et j'agirai là avec sa pleine confiance et en totale indépendance, comme un commissaire.

Je trouve cela extrêmement cohérent. En effet, dans les discussions auxquelles j'ai participé, par exemple dans le cadre du G20, sur ces questions fiscales, qui sont délicates, sur les matières de lutte contre la fraude fiscale, qui est essentielle, de lutte contre l'érosion des bases fiscales, qui est vitale, et pour la mise en œuvre de l'échange automatique d'informations, il y a une cohérence étroite entre les questions économiques, financières et fiscales. Et c'est tout à fait cohérent que ce portefeuille soit rassemblé. Hier, il était séparé.

À partir de là, il y a des sujets qu'il faudra examiner de manière très attentive. Je pense notamment à tout ce qui concerne la fiscalité du numérique – c'est un vrai sujet. Il faudra agir avec l'idée, me semble-t-il, simple, que c'est à l'endroit où se forme le profit que doit se faire la taxation. C'est un principe de base qui devrait bien sûr s'appliquer à nos propres règles. J'agirai, encore une fois, en matière fiscale, aussi avec nos règles. Il ne s'agit pas d'accorder des dérogations à quiconque, il s'agit de faire appliquer ces règles en toute matière.

Mais cette matière fiscale est une matière passionnante et, je le dis au passage parce que je suis ici devant le Parlement européen, c'est un sujet sur lequel nous sommes trop paralysés par les règles de l'unanimité. Il faudra peut-être, et c'est le sens d'ailleurs du succès que j'espère de la taxe sur les transactions financières, non pas généraliser, mais étendre le principe des coopérations renforcées. C'est un sujet qui me passionne et dans lequel je m'investirai profondément avec l'esprit de justice sociale et fiscale qui doit nous caractériser.

4-045

**Molly Scott Cato (Verts/ALE)**. – Commissioner-designate, I would like to say as a preliminary that I find rather depressing the party political nature of the debate so far and the fact that the PPE is attacking French domestic economic policy with the French Commissioner-designate, when the S&D did not do the same thing – it did not play the same game – when we had a British Commissioner-designate yesterday.

Anyway, you will be pleased to hear that my question is about the financial transaction tax (FTT) and I would like to begin by congratulating you on being an early adopter of a financial transaction tax as an important means of requiring the financial sector to contribute to the common good rather than

focusing solely on corporate profits. However, a tax is only as effective as its scope, so it is rather disappointing that the French FTT is limited largely to shares.

It is vital that we ensure that the Europe-wide FTT covers enough different classes of assets to be effective in stabilising the market, as well as generating enough revenue to have significant impact on some of the pressing problems we face. Specifically, I would like to ask you to reassure us that the tax agreed by countries participating in the enhanced cooperation process is closer to the Commission's design than to the French design, and I would ask you to say whether you still support the idea that part of the revenues should be used to fight poverty and climate change overseas. If so, how can we facilitate discussion about this among participating countries?

4-046

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Madame Scott Cato, en effet, je suis là pour répondre à toutes les questions et je suis heureux quand il y a des questions qui portent sur autre chose qu'un pays qui me restera toujours très cher. Mais aujourd'hui, je vais examiner les questions comme un commissaire européen, avec les lunettes du commissaire européen, avec les règles du commissaire européen et avec cet esprit-là uniquement. Comme pour tous mes collègues après tout, parce qu'on ne peut faire de procès à personne ici pour sa nationalité. Nous sommes des Européens.

La taxe sur les transactions financières est un sujet auquel, en effet, je me suis attaché, comme ministre de l'économie et des finances dans mon pays – vous avez rappelé dans quelles circonstances – mais aussi dans le cadre européen. La Commission européenne avait fait une proposition qui n'a pas pu aboutir dans le cadre communautaire et, à partir de ce moment-là, onze pays ont lancé une coopération renforcée. À l'initiative de cette coopération renforcée, il y avait notamment – je l'ai rappelé – une lettre que j'ai signée avec mon ancien collègue et toujours ami, Wolfgang Schäuble, ministre de l'économie et des finances de la République fédérale d'Allemagne.

Je suis attaché au succès de cette coopération renforcée pour deux raisons. D'abord, parce que cette taxe va contribuer à faire en sorte que le secteur financier apporte sa juste part. Cette mesure contrecarre aussi certaines activités comme le *trading* à haute fréquence, qui ne sont pas des activités qui sont utiles et, enfin, contribue – je vous le redis – à financer la lutte contre la pauvreté et le changement climatique. Elle sert également d'exemple. Si nous sommes capables d'aboutir sur cette coopération renforcée, peut-être y en aura-t-il d'autres qui permettront de débloquent un certain nombre de sujets qui sont pendants pour l'Union européenne.

Je vous redis ici que j'apporterai le soutien technique de la Commission, qui n'est pas au premier plan, et le soutien politique pour que cette taxe puisse aboutir, et je dis aussi ce qui a toujours été ma position – évidemment, comme ministre de l'économie et des finances français, il m'est arrivé de penser à certains intérêts français –, à savoir qu'il faut que certains dérivés au moins soient taxés. C'est absolument vital.

Donc, j'aurai une vision proactive et ambitieuse de cette taxe que je souhaite voir aboutir, si possible, sous la présidence italienne. Ce sera un exemple.

4-047

**Tiziana Beghin (EFDD)**, *a nome della commissione INTA*. – Commissario designato, l'Unione doganale rappresenta un pilastro fondamentale della politica commerciale dell'Unione europea: norme e procedure d'importazione e d'esportazione efficienti e armonizzate sono di vitale importanza per l'Unione europea e la competitività delle sue imprese, specie per le piccole e medie imprese. Nonostante i tentativi di modernizzare la normativa doganale dell'UE, la mancanza di uniformità per



quanto riguarda la sua applicazione resta un serio ostacolo e un impedimento nella vera condizione di parità tra gli operatori economici dell'Unione europea.

Quali misure concrete il Commissario designato prevede per assicurare una corretta e coerente applicazione delle norme comuni e dei processi fondamentali, come i controlli doganali alle frontiere esterne dell'Unione europea? In particolare per porre fine alla *forum shopping* per quanto riguarda le dogane?

4-048

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Madame la députée, je veux dire que je travaillerai aussi en liaison étroite avec votre commission sur cette partie de mon portefeuille, l'union douanière, qui est une partie très substantielle.

L'union douanière, c'est un succès historique pour l'Union européenne. Je veux saluer les 123 000 douaniers, il y en a plusieurs dizaines de milliers en France. J'ai été ministre de l'économie et des finances, je connais leur travail, qui est extrêmement important.

C'est tout à fait fondamental, l'union douanière. Nous représentons 15 % du commerce mondial. Nous avons 10 000 kilomètres de frontières extérieures. Nous sommes au cœur de 250 engagements internationaux. Ce n'est donc pas une partie mineure du portefeuille qui m'est attribué. Elle est vitale, elle est essentielle.

C'est un succès, que nous devons conforter, parce qu'il y a un sens politique derrière tout cela: nos concitoyens attendent de la protection. Ils ont le sentiment, parfois, d'être soumis à une déferlante commerciale, d'être abreuvés de produits contrefaits. Ils craignent que l'Europe soit une passoire, ce qui n'est pas rendre hommage au travail des services de douane.

À partir de ce moment, ma tâche essentielle, parmi vous, avec vous, sera de passer du code des douanes communautaire, datant de 2008, à un code douanier plus ambitieux, qui soit celui de l'Union, au 1<sup>er</sup> mai 2016.

Avec les notions que vous avez évoquées – je ne vais pas entrer ici dans le détail des règles de la comitologie –, la Commission va respecter pleinement les règles en vigueur, pour permettre au Parlement européen et à ses commissions de se prononcer sur les actes pertinents. Et ils seront nombreux. C'est donc ensemble que nous allons travailler à améliorer, encore, la protection douanière et à soutenir les douaniers.

Je pense en outre qu'il faudra que nous mettions en place des outils informatiques communs, pour permettre aux douanes européennes de travailler de manière plus rapide et plus efficace. Cette tâche de protection contre les dégâts ressentis de la mondialisation sera tout à fait importante dans mon portefeuille, et je la mènerai en étroite coopération avec le Parlement et ses commissions.

4-049

**Anneliese Dodds (S&D)**. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, je voudrais tout d'abord vous féliciter pour votre nomination comme commissaire européen et vous remercier pour ce que vous avez dit au sujet de la justice fiscale.

4-050

The Commission has stated, as you will know, that tax fraud, tax evasion and tax avoidance are costing Europe up to EUR one trillion. That means a huge amount of money lost to public services and unfair competition for the majority of businesses that do the right thing. First, would you agree with the aspiration to have this tax gap by 2020? Secondly, do you support the proposal made by Oxfam, Christian Aid and others that all multinational corporations should undertake country-by-country reporting in the same way that banks are currently required to do? Finally, please can you consider additional measures like an EU blacklist of tax havens and the revocation of bank licences for those banks involved in tax evasion activity?

4-051

**Pierre Moscovici, Commissioner-designate.** > This question gives me the occasion to say how important for me is the fight against tax fraud, tax evasion and profit shifting, and that as a Finance Minister I have been involved, especially in the framework of the G20, in the work done in order to launch the BEPS initiative where, again, Europe was at the forefront, that I will also support the automatic exchange of information as a global standard. I feel that we Europeans must be an example there. As Minister I also signed the FATCA Agreement with the United States, and there the United States played an important role.

In this fight, I will be personally and deeply committed, because I think tax fraud is terrible for our economies. It also reduces the capacity to work on deficits and it is ethically and morally unacceptable. When we do not have sufficient rules, then we see what happens. That is that some cross-border exchanges are favoured in a way that they should not. So we will have to work against fraud – fraud at international level and fraud also in the Union.

Concerning VAT, we have to reinforce our action here. I will also be committed to that. The first decisions have been taken, and I will certainly reinforce them and try and work on their entry into effect.

Finally, you asked me about tax havens. I will not give a definite answer now because we have to work on this, but I can recall an experience I had as a Finance Minister when I presented a law on the banking system, which is to say that all banks in France have to declare their activities in tax havens. This should be an example. France sometimes seems to be presented here as a country which is not an example, but there I think good things have been done.

4-052

**Lud k Niedermayer (PPE).** – Commissioner-designate, please accept my apologies for not talking about France, but about Europe. Where we stand, economies are not doing terribly well and some countries are still facing big trouble with sustainability. At the same time, Europe is facing a security threat that is undermining confidence.

Mr Moscovici, you talk a lot about growth, about social stability, but that is not the only thing that counts. I want to hear your personal opinion and whether, in your judgement, it is likely that some countries will again face problems with debt financing. Would you say it is likely, possible or even not likely?

Secondly, I would also like to hear your personal opinion and what would be the measures, according to your advice, that countries should take in order to reduce this very important risk. Lastly, I would like to hear from you how, if confirmed, you would motivate, force or inspire Finance Ministers from the Member States to make such reforms?

4-053

**Pierre Moscovici**, *Commissioner-designate*. > I am not blaming you for not asking about France, I am thanking you, because I think that your question is very important. As I had the occasion to say, I have believed for a very long time that debt, both public and private, is an enemy of the economy and also an enemy of public services.

When I started out as a young civil servant in 1988-99, at that time in my country the budget for education became the first budget of the nation, ahead of defence. Now servicing the debt has become the first budget of the nation. I prefer education. I prefer hospitals. I prefer everything which is good for the people. I prefer competitiveness to public debt and this is why this fight against indebtedness is a fight that I will lead with great firmness, because I am truly convinced that, again, this is totally unproductive.

You ask me whether I fear problems can arise again. I think a huge job has been done in recent years in order to secure the stability of the eurozone and huge progress has been made there by all our countries. The Commission also played its role there. We also tried to break the loop between private and public debt and the vicious circle it was in, but obviously we are still facing public debt problems.

This is, again, about a part of our economic policy, a very important part, and especially our rules are about that. I will work on that, I will be very careful about possible threats which can arise again. Let us be fully confident, because things are getting better, but also let us watch things. As Commissioner I will have to convince and act, so that my colleagues the Ministers for Finance in the framework of the Euro Group and Ecofin are very cautious about that.

4-054

**Bernard Monot (NI)**. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, il est très clair maintenant, d'après votre réponse précédente, que vous êtes prêt à mettre la France sous tutelle, aux ordres de la Commission européenne et de l'Eurogroupe.

*(Mouvements divers)*

Si, si !

Par ailleurs, je m'interroge sur la pertinence de l'architecture de la Commission et sur la concurrence entre les commissaires. Elle me rappelle étrangement l'organisation de Bercy sous votre ministère et mènera, hélas, au même résultat: à la cacophonie. Vous serez inaudible.

L'analyse de l'échec caractérisé de votre mission comme ministre de l'économie et des finances en France tient, notamment, à la dispersion des portefeuilles puisque vous aviez sept ministres en charge des affaires économiques. Vos collègues Cahuzac ou Montebourg ont tenu le devant de la scène et votre autorité n'a jamais été affirmée. Or, votre portefeuille est à la fois dépossédé des questions de l'euro, des marchés financiers et, en plus, vous êtes cornaqué par un vice-président chargé de la croissance économique, de l'investissement et également de la compétitivité.

Dans cette organisation matricielle où la responsabilité est éclatée, qui va faire quoi? Est-il vrai que toutes vos initiatives devront être approuvées préalablement par le vice-président à l'euro, M. Dombrovskis?

La confusion des rôles est telle que même le président de la commission des affaires économiques et monétaires a dû écrire à M. Juncker pour lui demander de préciser qui fera quoi. Je m'associe à cette question et j'ajoute qu'avec une telle usine à gaz, la solution sera...

*(Le Président retire la parole à l'orateur)*

4-055

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur Monot, je ne reviens pas sur la France une fois de plus, mais je pense que le mot "tutelle" n'existe pas dans le vocabulaire européen, ni dans l'esprit européen. Vous ne comprenez pas cela. Les règles ne prévoient pas de tutelle. Il ne s'agit absolument pas de ce genre de choses.

Mais je vais répondre à votre autre question, qui est une question importante sur l'organisation de la Commission.

Le président Juncker a choisi une nouvelle organisation, qui est un défi pour nous tous, que nous allons relever ensemble. Il a choisi d'organiser la Commission autrement: il veut déléguer une partie de ses pouvoirs à un groupe de vice-présidents. Je dispose d'un portefeuille large, qui couvre deux directions générales, et je vais contribuer aux travaux de six des sept vice-présidents dans leurs tâches de coordination.

Ce n'est pas, là encore, une tutelle. C'est une chance de contribuer aux priorités de cette Commission. C'est une marque de confiance du président Juncker, et cela nous oblige à travailler ensemble. Je sais que cela peut paraître étranger à certains, mais cela s'appelle la collégialité, tout simplement.

Passons, concrètement, aux réponses données par le président Juncker. Premièrement, les directions générales ECFIN et TAXUD sont toutes les deux sous mon autorité, mais les vice-présidents peuvent demander des notes, en concertation avec moi, et c'est leur rôle, notamment, lorsqu'ils représentent le président.

Deuxièmement, s'agissant de l'ordre du jour du collège, il faut un accord du vice-président concerné. Ce n'est pas un veto ou un blocage! Je pense qu'il faut quand même changer nos catégories mentales! C'est la question de la collégialité et de la qualité de nos travaux. La confiance est nécessaire. Il y en a entre Jyrki Katainen, Valdis Dombrovskis et moi-même. Pourquoi passerions-nous notre temps dans des conflits bureaucratiques inutiles?

Troisièmement, il y a la question de la représentation externe de la zone euro. On va en parler, avec mes collègues, mais Jean-Claude Juncker a déjà indiqué que je représenterais la Commission à l'Eurogroupe dans sa conférence de presse.

Pour le reste, il faut laisser à la Commission et à son président la capacité de s'organiser, c'est la lettre et l'esprit des traités. Mais je vais vous dire une chose: je suis quant à moi tout à fait tranquille sur ce point. J'ai confiance dans cette organisation, je jouerai le jeu. Et, notamment, avec Jyrki Katainen et Valdis Dombrovskis, nous avons une intention ferme, qui est d'être une équipe économique au service de  
l'Europe.

4-056

**Georgios Kyrtzos (PPE)**. – Mr Chair, I shall avoid the question about the excessive budget deficit. After all, I come from Greece and I hate the topic!

Commissioner-designate, after reading your written answers I reached the conclusion that you are in favour of finding ways to offer incentives to the governments of Member States to help them promote necessary but difficult structural changes. Could you please elaborate? I find the idea interesting in the

sense that it could reduce the political and electoral costs usually associated with necessary but difficult structural change, and make governments in France, Italy, Greece and other countries more dynamic and effective in their approach.

4-057

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Merci beaucoup, Monsieur Kyrtos, de cette question. Je veux bien dire une chose au passage. Je l'ai dit, j'ai passé beaucoup de temps comme ministre de l'économie et des finances à travailler dans le cadre de l'Eurogroupe sur la situation des pays sous programme. J'ai eu l'occasion de venir trois fois dans votre pays – la dernière fois, c'était il y a un petit mois – et j'ai eu l'occasion de rencontrer votre premier ministre, M. Samaras. Comme ministre de l'économie et des finances, je me suis battu – c'était à l'époque M. Junker qui était président de l'Eurogroupe – pour qu'on préserve l'intégrité de la zone euro et pour que la Grèce reste dans la zone euro. Je pense que c'était une bonne décision et je m'en réjouis. J'ai mené ce combat avec beaucoup d'activité et de fermeté. J'ai été d'ailleurs dès le 14 septembre 2012 dans votre pays, après avoir rencontré le premier ministre avec le président de la République à la fin juin.

Une de mes premières visites comme commissaire, parce qu'il y a une activité internationale importante, se fera en Grèce ainsi qu'à Chypre, pour témoigner de notre solidarité et pour travailler avec les autorités de ces deux pays. À quoi? À la relance de la croissance.

Vous posez une autre question, qui est: "Comment concilier croissance et réformes structurelles?" Pour moi, il n'y a pas d'opposition. Les réformes structurelles ne sont pas des réformes qui sont là pour faire mal. Ce sont des réformes qui sont là pour augmenter le potentiel de compétitivité de l'économie, pour lui permettre d'investir davantage, et elles doivent concerner tout à la fois le marché du travail, la qualité des infrastructures, la formation professionnelle, le système de logement.

Il ne s'agit pas pour la Commission d'entrer dans tous les détails, mais il s'agit effectivement de faire en sorte que dans nos économies – en fonction de leurs situations, qui ne sont pas toutes les mêmes, bien sûr, car il y a des pays qui ont une avance sur d'autres, il y en a d'autres qui ont retard à combler ou qui ont des efforts supplémentaires à faire –, eh bien, nous fassions ces réformes.

Pour quoi faire? Pour avoir une économie plus réactive, une économie plus créative, pour avoir une économie plus forte, pour avoir une économie qui soit capable de créer plus d'emplois, qui soit capable d'investir davantage. Et la Commission a là un rôle moteur à jouer. Les États membres conservent le rôle essentiel, sans tutelle, encore une fois, mais avec une volonté d'aller dans ce sens très précis. Je serai un Commissaire réformiste.

4-058

**Marlene Mizzi (S&D)**, *on behalf of the Committee on the Internal Market and Consumer Protection*. – Commissioner-designate, I do not want to concentrate on what happened or did not happen in France in the past, I would like to concentrate on what we would like to see in the European Union in the future. During the last mandate Parliament successfully adopted the modernised Customs Code, the main aim of which is to move towards a fully-integrated eCustoms European system underpinning the single market. Non-compliant and unsafe products are passing through customs to internal markets, causing damage to consumers and unfair competition with compliant businesses which are respecting EU safety, environmental and social standards.

Therefore I ask: are you prepared to engage in more coordinated action and cooperation between customs and market surveillance authorities in order to guarantee consumer product safety and to avoid dumping of non-safe and non-compliance products?

Also, what will you do to ensure swift implementation of the regulation on customs enforcement of IPR, to guarantee concrete actions against counterfeit products, false declaration of origin and customs fraud, amounting to yearly loss of EUR 100 million, depriving the EU of a considerable source of revenue?

Finally, what concrete steps are you going to take to ensure coherent application of the Customs Code and how are you going to safeguard precise and practical definition ...

*(The Chair cut off the speaker)*

4-059

**Pierre Moscovici**, *Commissaire désigné*. > Merci, Madame. Je le redis: l'Union douanière, les douanes, il s'agit là d'une partie intégrante et tout à fait importante du portefeuille. La tâche essentielle du commissaire chargé de l'Union douanière sera de mettre en place, avec vous, d'ici à 2016, ce nouveau code de l'Union et nous aurons à travailler, à cet égard, sur un très grand nombre d'actes délégués.

Vous avez souligné, au passage, la nécessité de mettre en place des outils informatiques qui soient communs simplement pour permettre aux douanes d'agir de manière plus efficace. Vous avez cependant aussi souligné d'autres points tout à fait importants pour moi, dont la nécessité d'améliorer la coopération entre les douanes et d'autres autorités, notamment les autorités de marché. Il y a à cet égard une interaction tout à fait évidente.

Pour plus de soixante actes législatifs, les douanes sont sollicitées afin d'améliorer les situations liées à des échanges ou des mouvements transfrontières. C'est pourquoi il conviendra d'œuvrer au développement de guichets uniques pour faciliter le flux d'informations entre les différentes autorités impliquées, à savoir également avec les autorités du marché intérieur, pour être tout à fait clair.

Vous m'avez également interrogé sur le principe du pays d'origine, en faisant là référence à des règles non préférentielles d'origine applicable à des importations. À cet égard, je veillerai, en appliquant la nouvelle législation douanière, à la possibilité d'inclure une liste extensive de produits avec des règles spécifiques d'interprétation du principe que l'on appelle "dernière transformation substantielle". Nous aurons l'occasion d'y œuvrer et ma volonté est d'avancer, avec le Parlement européen, vers un code des douanes ambitieux et intelligent.

4-060

(ECR). – 2014, Moscovici, (Eurogroup), Moscovici:

μ , μ ; ;

4-061

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur le député, je respecte vos convictions, que nous ne partageons pas, à l'évidence.

Moi, comme ministre de l'économie et des finances – au sein de l'Eurogroupe, il y a d'ailleurs pu y avoir un débat – j'ai été persuadé d'emblée qu'il était fondamental de préserver l'intégrité de la zone euro et que la Grèce, qui est un grand pays, lié plus que d'autres à l'histoire de la démocratie européenne, continue à appartenir à la zone euro. J'ai ainsi passé, avec mes collègues, un certain nombre de nuits à faire en sorte que les programmes soient financés, même s'il est vrai que je connais la colère qui existe en Grèce – comme je l'ai dit, j'ai été trois fois dans votre pays, la dernière fois encore il y a un mois.

Je sais qu'il y a besoin – comme je l'ai dit tout à l'heure à M. Giegold – d'infléchir la façon dont fonctionne la troïka, sans doute. Je sais aussi que nous devons être parfois moins intrusifs dans la manière dont nous définissons les réformes. Mais en même temps je pense que ces réformes étaient nécessaires. Nécessaires à la Grèce, nécessaires à l'Europe, nécessaires à l'économie grecque. C'est là ma conviction très profonde et donc je ne suis pas, vous le comprenez, dans l'attitude de quelqu'un qui vient en pénitent, en flagellant, en promettant je ne sais quels dédommagements.

Je pense, en revanche, qu'il faut être plus attentif que nous ne l'avons été jusqu'à présent au sort des populations, à la manière dont ces réformes se traduisent socialement et le Président Juncker a dit, à ce sujet, à quel point il était important pour lui que cette dimension sociale soit prise en compte dans la manière dont les réformes sont conduites notamment dans les pays sous programme.

C'est la raison pour laquelle – je le redis ici –, étant très attentif à ces questions et ne fuyant aucune forme de dialogue, un de mes premiers déplacements, sinon le premier, se fera en Grèce à nouveau, pour examiner la façon dont nos programmes se mettent en place et quelles améliorations nous pouvons y apporter. Mais, oui, mon option fondamentale – je l'ai dit, je le redis, je l'assume – est bien que la Grèce soit dans la zone euro et je m'en réjouis.

4-062

**Michael Theurer (ALDE)**. – Commissioner-designate (*brandishing a newspaper headline 'La dette explose'*), 'la dette explose'. I do not want to enter the dispute on whether the track record of implementation of country-specific recommendations qualifies you to be a Commissioner, but my question is this: is the country-specific recommendation a part of your portfolio?

Secondly, you have stressed what Mr Katainen and Mr Dombrovskis have to do, so can you clarify their roles and order of precedence? Would you agree if I say that Mr Juncker is the boss of Mr Dombrovskis, and Mr Dombrovskis is your boss?

Thirdly, you have just emphasised the collective cooperation among the Commission team, but in the French press you have created the impression that you will rock the Commission. Is that not a little bit schizophrenic?

4-063

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur Theurer, je vais commencer peut-être par ce dernier point parce que j'entends souvent parler de schizophrénie. Nous avons tous des histoires familiales. Il se trouve que mon père est un professeur de psychologie sociale et que ma mère était psychanalyste mais, pour ce qui me concerne, je me sens psychologiquement tout à fait stable. Et donc absolument pas dans une situation de schizophrénie, de paranoïa ou de tout ce que vous voulez.

(*Applaudissements, rires*)

Je pense avoir un équilibre qui est basé sur des convictions, sur une expérience, sur un tempérament et sur une volonté de dialogue avec tous, et c'est comme cela que j'agirai.

Pour le reste, oui les *Country specific recommendations* sont évidemment dans le portefeuille, et nous devons travailler à faire en sorte que leur application soit plus efficace car, jusqu'à présent, le taux d'application des *Country specific recommendations* est évidemment beaucoup trop faible.

Je vais peut-être m'attarder un peu davantage sur le dernier point: l'histoire de *Boss*, pas *Boss*... Il y a un président à la tête de la Commission européenne. Il a un rôle particulier qui est prévu par les traités, ainsi qu'une autorité personnelle. Le président Juncker a choisi, dans certains cas et dans certaines situations, de déléguer ses pouvoirs de président à des vice-présidents. À partir du moment où ces vice-présidents ont des pouvoirs délégués et dans l'exercice de ceux-ci, ils sont équivalents à ce qu'est le président. Et je travaillerai, bien sûr, dans cet esprit-là.

Mais fondamentalement – et tout le monde le sait ici parce qu'en tant que parlementaires européens, vous travaillez avec la Commission, pour certains depuis longtemps et avec plusieurs Commissions –, l'esprit de la Commission, c'est la collégialité. Ce n'est pas la supervision, ce n'est pas la tutelle, ce n'est pas le chaperonnage, ce n'est pas la hiérarchie, c'est travailler ensemble.

Ce que nous voulons faire avec Valdis Dombrovskis et Jyrki Katainen, c'est travailler ensemble. Hier encore, j'ai examiné avec M. Dombrovskis tous les aspects de notre portefeuille. Pourquoi? Parce que si nous ne tirons pas dans le même sens, si nous passons notre temps à savoir qui fait quoi, pendant ce temps-là, on ne travaille pas et on n'avance pas.

Non, mon intention n'est pas d'ébranler la Commission, c'est de la renforcer et d'y mettre ma force de travail, ma conviction, toute mon énergie pour que les choses avancent avec les autres et pas contre les autres.

4-064

**Pedro Silva Pereira (S&D)**, *on behalf of the Committee on International Trade*. – Commissioner-designate, on behalf of the Committee on International Trade, I will convey two additional questions as agreed amongst the political groups in that committee. I am sure you recognise how important fair international trade is within the European agenda for economic growth. We would like to know what the Commissioner-designate's priorities and proposed initiatives are as regards international customs cooperation and setting global standards, including on trade facilitation. In particular, how do you intend to address, with the EU's main trading partners, custom-related challenges such as IPR enforcement, rules of origin, safeguarding of flows of generic medicines, supply chain security and the fight against all forms of fraud, which are of course of major importance for economic operators in the EU?

4-065

**Pierre Moscovici**, *Commissioner-designate*. > You asked me about international customs and cooperation. To me it is essential for the implementation of the Customs Union. As an activity



performed at the EU's external border and as a strict competence of the Union, customs have, of course, an intrinsic international dimension. One country's exports is another country's imports. The EU cooperates with partner countries, both bilaterally and multilaterally, with particular focus on issues related to security and protection of citizens, promotion of trade facilitation and combating trade in IPR-infringing goods.

The EU has in place customs cooperation agreements with its key trading partners but also a number of cooperation agreements on supply chain security. You insisted on that: provisions and rules of origin and customs and trade facilitation in all these trade agreements. The EU is also involved actively in international standard-setting, in particular in the context of the World Customs Organisation and the World Trade Organisation.

During my mandate I will act in the College and especially with my colleague Cecilia Malmström. I will give particular focus on the transatlantic customs relationship, on cooperation across the EU's eastern border and also the Mediterranean one, and also on customs relationship with China and the Far East.

The transatlantic trade and investment partnership (TTIP) and its customs aspect will obviously be high on my agenda, and I will have to work again with my colleague Cecilia Malmström. The cooperation with China on customs reinforcement of IPR and issues related to Ukraine and Russia will also be high on this agenda. This part of the agenda, the international cooperation, will be key to me and linked to other parts of my portfolio.

4-066

**Sirpa Pietikäinen (PPE).** – Commissioner-designate, my question is twofold. As we know, the economic balance is the balance in both income and expenditure. You have already mentioned your commitment to combating tax fraud and tax evasion, so I do not expect you to repeat this side, but the question is whether you are willing to commit yourself to the programme that the Commission already has, on the side of better taxation, to which Parliament added a couple of points on these lines?

Besides the digital economy, what would be your emphasis to develop better taxation and combat tax evasion in Europe?

Secondly, very briefly, how would you develop the European Semester and the sanctioning and incentives there, to better incentivise structural changes and growth?

4-067

**Pierre Moscovici, Commissioner-designate.** > First of all I repeat again that tax – against fraud, against evasion – on the taxation side, the application of the BEPS initiative and the entry into force of a global standard for automatic exchange of information will be at the top of my priority as Taxation Commissioner. I believe it is absolutely decisive for our people, it is a major political task for our Union and we have got to work on that with maximum energy and strength. I will dedicate a lot of my energy to that.

Secondly, I will act on the basis of what has already been decided by the Commission and what has been proposed by the European Parliament. The problem there – I speak about taxation issues – is that we are too often blocked by the unanimity principle and this is why it is so important also that we succeed on the FTT. If we can demonstrate that a reinforced cooperation is a success then maybe we can enter into other ones which can prove their own efficiency.

As far as the European Semester is concerned, and the link with taxation – we know that taxation is largely a matter of national competence – but we also have to work more on harmonisation and to try to reinforce the social and economic fairness of our system. The European Semester could further integrate these taxation issues, while of course respecting the principle of subsidiarity, which is dear to all of us. National parliaments are attached to their taxation sovereignty, but the Union has a main role to play and I will try to reinforce the place of taxation in the European Semester.

4-068

**Siegfried Mure an (PPE).** – You have repeated several times that you are here as a commissioner-designate and not as a former Minister of Finance of France. But of course, we cannot forget your performance: your failures as Minister of Finance, increasing unemployment, increasing debt in France, decreasing competitiveness and industries leaving France. We do not want this to happen to the people of Europe on your watch while you are Commissioner in charge of economic affairs. Therefore, my questions to you.

Firstly, public debt in France will peak at 95% this year on a draft budget put forward by you. Can you agree that such a high level of debt as presented to you in this year's budget poses a risk to the economy and to the jobs of people?

My second question is: also under your guidance as Minister for Finance of France, you have presented repeatedly overly-optimistic macroeconomic figures like, for example, the growth prediction for France for next year of 1.7%. Was that a mistake, and will you be more prudent as European Commissioner for Economic Affairs?

4-069

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Monsieur le Président, je vais répondre à cette question – comme à toutes les autres qui ont été posées sur le même thème – en vous redisant, d'une part, qu'en tant que ministre français des finances, j'ai été attaché au sérieux budgétaire, que j'ai réduit les déficits, qu'aucune de mes décisions n'a été prise en contravention des règles, que toutes mes décisions ont été prises en approbation de la Commission et du Conseil. Toutes, absolument toutes! Et je le répète: et en prévision et en exécution.

Encore une fois, je suis ici, vous le voyez, pour répondre à toutes les questions, pour accepter tous les débats mais en la matière, je suis solide. Je pense qu'il faut à la fois se garder d'être l'avocat de la France – ce que je ne serai pas – et se garder aussi de faire le procès de ce grand pays. Parce que – je le dis tout de même au passage – la France a besoin de l'Europe. Et moi, je suis là pour faire aussi en sorte que les règles européennes s'appliquent en France. Mais l'Europe a besoin de la France, d'une France forte. Chaque fois que j'ai parlé avec Wolfgang Schäuble, il m'a dit: "*We need a strong France*". Et cela, c'est toujours vrai. Ne faisons donc pas en sorte d'affaiblir ce pays! Ce qui n'implique pas, en quoi que ce soit, d'être indulgent ou de manquer de crédibilité.

Ensuite, vous m'interrogez sur les prévisions macroéconomiques. En tant que ministre des finances, j'ai proposé au parlement, qui l'a acceptée – à l'unanimité, gauche et droite –, la création d'une instance qui s'appelle le haut conseil des finances publiques, instance indépendante placée près de notre Cour des comptes et qui, par ailleurs – Madame Goulard – en effet, est en dialogue constant avec la DG ECFIN. Tout cela découle de l'application du *six-pack*. Certains voulaient une règle d'or, nous avons fait ce choix, qui a été approuvé par tous.

Cette institution, le haut conseil, reprend, sans aucune indulgence, les autorités françaises sur les prévisions de croissance, de telle façon que nous ne sommes plus dans la situation que nous avons

connue dans le passé, où des gouvernements pouvaient faire et dire n'importe quoi. Tout cela est soigneusement vérifié et les règles européennes s'appliquent déjà en France.

4-070

**Paul Tang (S&D).** – It is clear that big and small countries should not be treated differently, and the same rules apply to big and small countries. This should also hold for firms – for big and small firms. Possibilities for tax evasion are larger for large firms. I will ask a specific question. Would it be good to have country-by-country reporting for firms so that it at least becomes transparent what the situation is right now, as that situation is not efficient and it is not fair?

That brings me to a second, more general question. We welcome the fact that your portfolio covers both economic coordination and taxation, which provides an opportunity. Taxation policy is a key element in the jobs and growth agenda. How will you ensure that EU taxation policy will be fully integrated within the European Semester, and what concrete initiatives will you take on that?

4-071

**Pierre Moscovici, Commissioner-designate.** > On the first point you mentioned, about the different sizes of firms, when you look at the works which are undertaken under the authority of the G20 they are all about that because what the BEPS Initiative, what the fight against profit-shifting, what the fight against trusts and what the integration of the digital economy, in its scope, really targets is the fact there are cross-border activities led by huge firms which escape any kind of control. This is what the G20's work – in which the European Union has to play its own role – is about. You are making a proposal here. I cannot answer that directly. We can speak about that bilaterally and I will submit that to my DGs, but we have got to be very cautious about that.

Regarding taxation and the European Semester, I gave a first answer a few minutes ago. I feel that taxation is widely a national matter, but that it is true that in our national legislations we have got distortions which are bad for the economy – for example we tax labour too much and do not tax energy enough. This is why I think the Commission should make proposals in order to harmonise, or in order to invite the national governments to make some efforts in that field.

This is why I think we should discuss taxation more in the European Semester and more with the Parliament and especially with your committee. I am truly convinced that we need to do so and I am ready to work on that field with you, with this committee and with this Parliament in order to enhance the place of taxation in the European Semester, because we need to have a more global approach. This is also why I think it was pertinent to have the same portfolio for economic, finance and taxation matters because the three go together, alongside customs union.

4-072

**Patrick Le Hyaric (GUE/NGL).** – Monsieur le commissaire, ne croyez-vous pas que le crédit public puisse être un moyen pour nous sortir des difficultés actuelles? Puisque la Banque centrale fait de la création monétaire pour les banques privées, mais que ces banques, aujourd'hui, n'irriguent pas l'économie au même taux, ne faut-il pas conditionner la création monétaire pour les banques à l'efficacité économique et sociale?

D'autre part, à partir d'un outil qui existe, c'est-à-dire l'article 123 du traité, ne pourrait-on pas envisager la création, en lien avec la Banque d'investissements et la Banque centrale, d'un Fonds

européen – selon certains, une sorte de trésor public – qui servirait au développement social, au développement humain et écologique, qui pourrait refinancer un certain nombre de dettes d'État et distribuerait un crédit sélectif en fonction de l'emploi créé, de l'investissement, des services publics européens que l'on pourrait développer et des infrastructures européennes créatrices d'emploi?

4-073

**Pierre Moscovici**, *Commissaire désigné*. > Merci, Monsieur Le Hyaric. Là encore, plusieurs questions se posent.

Je pense en effet qu'il est très important, d'abord, d'alimenter correctement l'économie en liquidités, ensuite, de lutter contre la fragmentation financière, qui a pu menacer la stabilité de nos systèmes financiers, et de veiller à ce que les canaux de transmission de la politique monétaire marchent jusqu'à la petite entreprise. Il n'est pas normal qu'une entreprise se finance à des taux différents selon qu'elle est située d'un côté ou de l'autre, par exemple, de la frontière entre l'Italie et l'Autriche.

C'est la raison pour laquelle, même si en tant que commissaire je ferai évidemment très peu de commentaires sur l'action de la Banque centrale européenne – on le comprend –, je pense que la Banque centrale européenne, sous la conduite de M. Draghi, a joué un rôle positif dans le sauvetage de la zone euro en prenant des mesures appropriées.

De la même façon, il était fondamental qu'avance l'Union bancaire, qui permet de s'assurer, d'une part que les banques sont saines et, d'autre part, qu'il existe en cas de faillite des mécanismes de résolution qui soient plus positifs. Enfin, il est indispensable de faire en sorte, en effet, que le système bancaire, le système financier servent l'économie réelle. De ce point de vue, nous disposons à la fois d'outils publics et d'outils privés.

L'outil public, c'est la Banque européenne d'investissement, avec son bras armé, le Fonds européen d'investissement. Dans le cadre du programme d'investissement de 300 milliards d'euros décidé par Jean-Claude Juncker – à l'évidence nous devons nous appuyer là-dessus –, la BEI, avec son augmentation de capital, a déjà augmenté sa capacité de prêt de 50 %. Le FEI est aussi plus actif. Faut-il aller plus loin, et comment? Ce sera là une des questions qui nous seront posées, à Jyrki Katainen et moi-même quand nous examinerons, en liaison avec Jonathan Hill, la façon dont ce plan sera mis en œuvre.

Il y a sans doute, à cet égard, des capacités supérieures, tant pour l'investissement privé que pour l'investissement public en infrastructures, que je n'aurai garde d'oublier. Par ailleurs, tout doit être fait pour qu'au niveau du système bancaire privé, parce qu'il est plus sûr, parce qu'il est moins fragmenté, parce qu'il est aussi mieux contrôlé, les fonds bancaires aillent vers l'entreprise car le système bancaire ne fonctionne pas en vase clos. C'est un système qui doit être davantage au service de l'économie réelle, ce à quoi il nous reviendra de veiller.

4-074

**Philippe Lamberts (Verts/ALE)**. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, je vais continuer dans la ligne de mes collègues Tang et Dodds, sur les questions fiscales.

C'est évident qu'on ne rétablira pas la santé de nos finances publiques sans s'occuper du volet recettes. Vous avez mentionné les 1 000 milliards d'euros de fraude et d'évasion fiscale chaque année mais, fondamentalement, nous avons un système fiscal qui est socialement injuste, très largement, qui est économiquement contre-productif, et qui est destructeur pour l'environnement.

Bien sûr, vous êtes prisonnier de la règle de l'unanimité, mais je voudrais vous demander sur ce point d'être plus concret. Quelles sont, pour vous, les trois mesures prioritaires qu'il faut entreprendre pour répondre à ce triple défi? Comment comptez-vous vous y prendre – vous l'avez dit – pour contourner, quelque part, l'obstacle de la règle de l'unanimité, en vous servant du semestre pour arriver à vos fins?

Je voudrais vraiment vous inviter à fournir une réponse plus précise que celle que vous avez donnée jusqu'à présent.

4-075

**Pierre Moscovici**, *Commissaire désigné*. > Monsieur Lamberts, vous avez raison de souligner que ces questions fiscales sont tout à fait centrales pour l'avenir de l'Europe.

Il se trouve en effet que nous sommes en partie bloqués par la règle de l'unanimité, règle d'adoption de la législation européenne en matière fiscale. Je le regrette en vérité. C'est d'autant plus dommage que la politique fiscale de l'Union, à travers l'harmonisation, à travers la coordination des politiques nationales, vise à soutenir la libre circulation des citoyens, des marchandises, des services et rend l'économie plus forte. Vous m'interrogez donc sur plusieurs mesures, ou plutôt sur la démarche. Ma démarche sera double, ou triple.

La première démarche a trait à plusieurs législations importantes en discussion au Conseil depuis plusieurs années. Il y a la taxation sur l'énergie: vous avez évoqué la façon dont la fiscalité était défavorable à l'écologie. Il y a l'assiette commune consolidée sur les sociétés, également depuis 2011. Il y a les intérêts et dividendes, sans parler de la taxe sur les transactions financières. Je sais que ces dossiers sont – pardonnez-moi d'être familier – un peu ensablés à l'heure actuelle. Ce n'est pas une raison pour renoncer! C'est pourquoi je les reprendrai, d'autant plus que tout n'est pas bloqué. Je mentionnerai un dossier qui a avancé, et j'y ai contribué: la directive sur l'épargne, adoptée en mars dernier. Ça, c'est le premier élément de la démarche.

Deuxième élément de la démarche: je souhaite – et je le redis – le succès de la taxe sur les transactions financières parce que ce sera à la fois un succès en soi et un point d'appui pour de nouvelles coopérations renforcées. Dès lors qu'un certain nombre de pays auront démontré leur capacité à se mettre d'accord d'une façon aussi ambitieuse que possible sur une telle taxe, cela montrera que si nous ne sommes pas capables de conclure entre nous tous, Européens, sur certains sujets, des coopérations renforcées seront dès lors possibles.

Enfin, troisièmement, j'agirai pour que la question fiscale, la législation fiscale, l'harmonisation fiscale, soient davantage intégrées dans les réflexions du semestre européen afin de pousser par exemple – je l'ai dit – au transfert de certains impôts qui pèsent sur le travail à d'autres qui permettent d'avoir des politiques énergétiques plus intelligentes.

Voilà les trois démarches que je poursuivrai en tant que commissaire, Monsieur Lamberts, avec votre confiance, bien sûr.

4-076

**Werner Langen (PPE)**. – Herr Moscovici, Sie haben sich 2012 in einem Vortrag an der London School of Economics für die Einführung von Eurobonds innerhalb von fünf Jahren ausgesprochen. Ist das die Risikoteilung, die Sie in Ihrer schriftlichen Antwort vertreten haben, oder welche Form der zielgerichteten Fiskalkapazität wollen Sie konkret aufbauen?

Die zweite Frage: Sie haben eben gesagt, die Kollegialität wird das sein, was uns beherrscht. Nun gibt es in der internen Anweisung der Kommission Artikel 6, in dem Sie als einziger Kommissar einen Vorgesetzten bekommen. Dort steht exakt drin, dass Sie nur mit Herrn Dombrovskis zusammen etwas vorlegen dürfen. Sind Sie damit ein Kommissar zweiter Klasse, oder wie sehen Sie das? Reicht da die Kollegialität, wenn Herr Juncker Ihnen offensichtlich nicht voll traut?

Letzter Punkt: Sie selbst haben gesagt, Sie haben Ihr Dossier bezüglich der Steuern nicht vollständig gekannt. Könnte das auch mit diesem Artikel 6 zusammenhängen? Denn Herr Juncker ist in den letzten 20 Jahren immer dadurch aufgefallen, dass er zumindest die Steuerharmonisierung, das Steuerdumping blockiert hat.

4-077

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur Langen, en parlant de la *London School of Economics*, vous faites allusion à un discours que j'ai dû faire pendant la campagne électorale française.

Des choses se sont déroulées depuis, et notamment un sommet européen en juin 2012, dès l'arrivée aux responsabilités de François Hollande, au cours duquel ont été décidés l'augmentation du capital de la BEI et le lancement d'une procédure – que je trouve bonne, mais que nous devons améliorer – qui est celle des *project bonds*. À ce moment-là, il a été considéré – et c'est ma position, Monsieur Langen – que si les *eurobonds* sont des titres de dettes communes qui créent une solidarité entre le contribuable italien et le contribuable allemand, cette question n'est pas d'actualité. Nous ne sommes pas prêts à cela. Ce n'est pas un sujet que je promouvrai très clairement. Non, le temps des *eurobonds* n'est pas venu.

J'en ai parlé avec Wolfgang Schäuble et il m'a dit: "À la fin des temps, quand nous aurons tout intégré...". Peut-être pourra-t-on l'envisager. Cela n'est pas du tout d'actualité. Et ce n'est pas d'actualité – je le pense très sincèrement – pendant ce mandat. Je vous donne cette réponse extrêmement claire.

Concernant la collégialité, j'en ai parlé avec Jean-Claude Juncker. Cet article 6 – il y a eu des fuites dans la presse – ce n'est pas un secret non plus. Mon prédécesseur, Olli Rehn, qui était à la fois vice-président et commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, avait des pouvoirs spécifiques et s'il n'y avait pas eu cet article 6, à ce moment-là, tous les pouvoirs seraient allés au vice-président Dombrovskis.

Jean-Claude Juncker a voulu faire un acte de clarification qui ne crée, entre nous, aucune tutelle, aucune hiérarchie, mais qui nous oblige à prendre des décisions ensemble. Pas de veto, pas de blocage, pas de hiérarchie, pas de super commissaire, pas de commissaire de deuxième zone.

Nous allons agir, comme le dit cet article 6, *jointly*. *Jointly*, cela ne veut pas dire que l'un commande et l'autre exécute, ou l'inverse. Cela veut dire "ensemble"! Et je peux vous assurer – j'étais hier encore en réunion avec Valdis Dombrovskis et j'ai vu Jyrki Katainen longuement et à plusieurs reprises – que notre intention – je le redis ici pour que tout le monde soit rassuré car nous ne sommes pas du même parti, nous n'avons pas forcément les mêmes sensibilités – est de former une équipe économique qui tire dans le même sens et ce sens, c'est celui des *guidelines* qui ont été présentées par le président Juncker et approuvées par ce Parlement et sa majorité.

Voilà comment nous allons travailler. La collégialité, ce sera vraiment ma méthode.

4-078

**Marco Zanni (EFDD).** – Grazie Presidente, anch'io vorrei insistere sul tema della tassazione focalizzandomi sulla *corporate tax*. Sia lei che il Presidente Juncker continuate a parlare di lotta all'evasione e all'elusione fiscale, tuttavia da anni nell'Unione europea esistono paesi che applicano un sistema fiscale di tassazione quantomeno controverso e poco trasparente, paesi come Lussemburgo, Irlanda e Olanda sono *de facto* quasi paradisi fiscali per le multinazionali, lo dimostra il fatto che l'antitrust dell'Unione in questi giorni ha aperto indagini per dumping fiscale su questi due paesi.

Quindi le chiedo: cosa farà lei per intervenire concretamente su questa distorsione?

Ci rendiamo conto che abbiamo una moneta unica e un mercato unico ma dei sistemi fiscali di *corporate tax* divergenti, controversi e che creano disparità?

E l'ultima domanda che ho è: ha avuto modo di parlarne con il Presidente Juncker, che di questo sistema è stato uno dei fautori?

4-079

**Pierre Moscovici, Commissaire désigné.** > Je vais vous faire une confidence: je connais Jean-Claude Juncker depuis très longtemps. Je le connais en réalité depuis vingt ans, et surtout encore mieux depuis dix-sept ans, quand j'étais ministre des Affaires européennes et qu'il était Premier ministre du Luxembourg, lors d'une décision qui avait été prise sous sa présidence à ce moment-là importante, comme par exemple l'idée que l'Eurogroupe allait être créé.

S'il m'a confié ce portefeuille de la fiscalité, ce n'est pas parce que nous partageons tout là-dessus, c'est parce qu'il est en confiance avec ce que je pense. Je vais aborder cette tâche avec volonté et modestie. Volonté parce que – je le disais à M. Lamberts et à d'autres – il y a des changements très importants à apporter. Modestie, parce que la règle de l'unanimité est tout de même une règle compliquée, qui ne peut pas être contournée, mais on peut essayer de faire avancer les choses.

Je reprendrai donc les dossiers très délicats qui sont sur la table. Je les ferai avancer et je pense que le maître-mot en la matière doit être "harmonisation". Nous devons aller plus loin. En même temps, je voudrais partager ici un sentiment d'optimisme à travers deux événements, ou plutôt deux éléments.

Le premier, c'est qu'il n'est pas vrai – je le redis – que tout soit bloqué. Il n'est pas vrai que tel ou tel pays puisse, pour l'éternité, bloquer. Je prendrai en exemple la directive sur l'épargne: j'ai siégé pendant deux ans au Conseil ECOFIN, pour le coup – au sein duquel nous parlions de ça – et pendant deux ans, deux pays que je ne veux pas nommer – on a trop nommé un pays, à savoir le mien, la France – ont bloqué. Deux autres n'étaient pas emballés.

Puis, petit à petit, les choses se sont améliorées et j'ai pu le dire aujourd'hui dans mon propos introductif, je le maintiens: le secret bancaire, c'est terminé! C'est terminé au sein de l'Union européenne et ce sera terminé avec d'autres. Certains disaient: "Il faut d'abord qu'on ait des accords avec la Suisse!". Mais la Suisse elle-même passera à l'échange automatique d'informations. Donc, quand nous avons la volonté, nous pouvons avancer.

Deuxièmement, je le redis: je fonde de grands espoirs, de très grands espoirs, dans le fait que nous puissions avancer par des coopérations renforcées et, ainsi, ouvrir de nouveaux champs d'activité pour l'harmonisation fiscale.

Voilà en quoi consisteront mes actions – je le répète – très volontaires, en même temps en tenant compte du cadre commun qui est le nôtre, qui n'est pas simple, mais j'aurai à cœur de l'utiliser à plein, croyez-le!

4-080

**Udo Bullmann (S&D).** – Herr designierter Kommissar! Dieses Haus unterhält Beziehungen zu großen Regionen in dieser Welt – zu den USA, zu Lateinamerika, Brasilien, China, Asien, um nur einige zu nennen –, und wenn wir sie treffen, sagen sie immer: Mensch, ihr habt ganz tolle Facharbeiter, ihr habt exzellente Ingenieure, ihr habt gute Produkte, ja, ihr habt hervorragende Dienstleistungen – aber habt ihr auch eine Wirtschaftspolitik? Oder habt ihr 28 Wirtschaftspolitiken? Es ist sehr beeindruckend, dass ihr hinter dem Komma in der dritten Dezimalstelle noch über eure Regeln streiten könnt, aber ist euch schon mal aufgefallen, dass eure Wirtschaftskraft noch unter dem Vorkrisenniveau liegt? Und wie bringt ihr die privaten Ersparnisse wieder in die Arbeit?

Habt ihr eine Idee von euch selbst? Habt ihr eine Idee vom Mittelmeerraum, ökonomisch, wo es an allen Ecken und Enden brennt? Habt ihr eine überzeugende Antwort auf die ökonomischen Fragen, damit ihr glaubwürdig Politik machen könnt? Vielleicht auch für den Ostseeraum, wo das Gleiche gilt?

Kennt ihr euch eigentlich selber? Habt ihr eine Idee von eurer eigenen Zukunft in 20 oder 25 Jahren?

Herr designierter Kommissar, was sollen wir antworten?

4-081

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > C'est une question vaste à laquelle, en deux minutes, il est assez compliqué de répondre. Je dirais d'abord une chose que nous savons tous ici: nous sommes des Européens, nous agissons dans ce cadre-là. Nous avons une Union que nous partageons et en même temps cette Union est faite de vingt-huit nationalités qui sont fières de leurs identités qui doivent être respectées.

Jacques Delors évoquait une notion qui finalement – je ne sais pas si elle est parfaite parce qu'elle est compliquée – n'est pas la plus mauvaise pour caractériser ce qu'est l'Union: il dit et parle d'une fédération d'États nations. Fédérations parce que nous avons transféré des souverainetés à l'Europe, fédérations parce qu'il y a des éléments fédéraux, par exemple une Banque centrale européenne – qui naturellement est un élément fédéral –, et nations parce que nous les respectons. Cela relève de l'aspect philosophico-politique.

Cela veut dire que nous n'agissons – nous, Européens – qu'à notre niveau en respectant ces politiques nationales. En même temps nous avons de plus en plus de mécanisme – le *two-pack*, le *six-pack*, l'euro lui-même – qui intègrent tout ça et l'Union européenne a vocation à définir davantage sa politique économique. Il me semble que c'est ce que cette Commission veut faire; j'en ai même la conviction. C'est ce que Jean-Claude Juncker a présenté devant vous.

Parce qu'au fond, qu'a-t-il dit? J'ai parlé d'Europe de la dernière chance et j'en reparle à nouveau. Il a dit que si nous ne sommes pas capables, nous, de relever le grand défi économique de la croissance et de l'emploi, alors le projet européen aura failli et les peuples se retourneront définitivement contre lui. C'est la raison pour laquelle nous devons jouer de toute la palette des instruments dont nous disposons.



Oui, le sérieux budgétaire et le désendettement: c'est une règle et, bien plus qu'une règle, c'est une conduite que nous devons avoir.

En même temps, nous avons une politique monétaire qui opère dans ses propres traités et elle est intelligente, je crois, désormais. À côté de cela, nous devons mener des réformes structurelles, encouragées par l'Union et menées par les États membres, et nous devons mener une politique de croissance, notamment à travers ce plan d'investissement qui est – me semble-t-il – la pierre angulaire, le grand pilier de l'action que doit mener cette Commission pour faire en sorte – vous l'avez évoqué – que l'épargne privée, abondante, se tourne vers l'investissement parce qu'elle est aujourd'hui trop improductive.

À la place qui sera la mienne – avec mes collègues Katainen, Navracsics et les autres, parce que l'équipe économique est plus vaste que cela –, j'agirai pour que cette politique économique, au service de la croissance et de l'emploi, se mette en œuvre, pour que le projet européen retrouve la confiance de ses citoyens.

4-082

**Sampo Terho (ECR).** – Let me get back to the dynamics of the new Commission. As already mentioned, you will work on many projects under the coordination and supervision of the Vice-Presidents, namely, for example, Mr Katainen, if he is confirmed as a Commissioner. Mr Katainen is a passionate right-wing politician and you have a very different political background. Even though you have stated repeatedly that you believe in following austerity rules, I would be very surprised if you did not have big differences with Mr Katainen in terms of your political vision. In your opening speech you mentioned, for example, social justice, which Mr Katainen certainly has not emphasised when visiting here.

So please clarify once again: if and – certainly – when you disagree on policies with Mr Katainen, who decides which policy the Commission implements?

4-083

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Monsieur le Président, le grand intérêt de l'Europe, c'est justement sa diversité dans l'unité. C'était cela que nous voulions porter, pour certains d'entre nous, comme une Constitution européenne: unité et diversité.

Cette diversité, elle est nationale et elle est aussi politique, vous en êtes l'illustration, ici, dans ce Parlement européen. C'est le cas aussi pour la Commission, parce qu'elle reflète assez largement les majorités nationales: je crois qu'il y a quatorze commissaires qui viennent du PPE, il y en a huit qui viennent du PSE, il y a cinq libéraux. C'est la Commission telle qu'elle est. Forcément, on doit se mettre d'accord, avec ces sensibilités différentes, pour agir ensemble. Parce que si les sensibilités empêchent le reste, alors il n'y a pas de Commission, il n'y a pas d'action, il y a blocage. De la même façon qu'ici, vous devez trouver des majorités sur des sujets, qui sont des majorités d'idées. Nous devons avancer chacun avec notre identité et avec nos convictions, je l'ai dit au début.

On m'a beaucoup interrogé sur la France, on a compris que j'étais Français. Je suis aussi social-démocrate, je ne vais pas changer, de ce point de vue. M. Katainen est Finlandais et il est d'un autre parti que moi. En même temps, nous nous sommes beaucoup rencontrés et nous partageons – il le dira devant vous – le même esprit, qui est un esprit de coopération entre nous. Ce que nous voulons, c'est faire avancer l'Europe. Ce que nous voulons, c'est mettre en place ce plan d'investissement ensemble. Ce que nous voulons, c'est renforcer la croissance. Et M. Katainen, lorsque j'évoquais ce sujet, me disait : "Vous savez, on peut travailler ensemble. Comme premier ministre de Finlande, j'ai toujours

dirigé – je crois qu'il a dit "plusieurs" – des gouvernements de coalition, avec des sociaux-démocrates." Donc, nous allons nous mettre d'accord, c'est cela la base.

Pourquoi toujours imaginer qu'on est là pour se combattre les uns les autres? Cela vaut pour nous tous ici. On est là pour tirer dans le même sens! Parce que nous défendons la même cause! Parce que nous servons la même Europe. C'est comme cela que je travaillerai avec lui et avec M. Dombrovskis.

Pour prendre des décisions, il n'y a pas une discussion à deux, il y a un collègue qui sert à cela, dans lequel on vote et qui se réunit tous les mercredis. On peut voter sur tout, l'objectif n'étant pas de voter sur tout mais de voter sur le moins possible. Avec Jyrki Katainen, comme avec Valdis Dombrovskis, je peux vous assurer que nous avons commencé à tisser des liens personnels, des liens politiques au sens européen, pour que nous puissions avancer ensemble et non pas nous contredire. Si on se contredit, on perd du temps, on perd de l'énergie, rien ne marche. Nous voulons, vraiment, constituer une

équipe.

4-084

**Sylvie Goulard (ALDE).** – Monsieur le commissaire désigné, je partage votre souci de ne pas faire le procès de la France. Je crois d'ailleurs que nous incarnons des visions suffisamment différentes pour que les gens le croient. Mon souci, ce sont les actes.

À l'Assemblée nationale le 16 septembre dernier, vous avez voté la confiance au gouvernement Valls qui, à partir de maintenant, ne respecte pas les engagements que vous aviez pris auprès d'Olli Rehn en 2013. Dans son discours de politique générale, et c'est pour moi un vrai souci, le Premier ministre a dit: "La France décide seule". Vous avez apporté la confiance à ce Premier ministre-là le 16 septembre dernier.

La Commission est la gardienne des traités. Vous venez nous dire à présent – et on veut bien vous croire – que vous allez être le parfait commissaire européen, loyal à l'Europe. Mais faut-il croire le Pierre Moscovici du 16 septembre, ou faut-il croire qu'à partir du mois de novembre, à supposer par exemple que la Commission actuelle enclenche une procédure sur la France, vous vous trouviez bien embarrassé? L'Union européenne ne meurt-elle pas de ce double langage entre les capitales et Bruxelles?

4-085

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Madame Goulard, le 16 septembre, c'était mon anniversaire mais c'était, en effet, surtout ce vote de confiance. Je ne suis pas du tout embarrassé par cette question. Pourquoi?

Parce que, moi qui vous parle, aujourd'hui je suis commissaire désigné. Je suis encore parlementaire, député national, jusqu'au jour où je rejoindrai la Commission. Et, comme tel, j'ai ma conviction. Être parlementaire national, cela confère – plusieurs l'ont été ici – des droits et des devoirs. Parmi les devoirs, il y a le fait de participer à des votes qui sont des votes importants.

Quand un vote de confiance arrive et qu'il y a très peu de majorité, j'ai préféré et je l'assume, apporter la confiance à un gouvernement qui est un gouvernement qui mène des réformes. Si je ne l'avais pas fait, j'aurais pour le coup apporté ma confiance, en votant la défiance ou en m'abstenant, à ceux qui sont pour le reniement européen ou pour la fin des réformes.

Cela ne veut pas dire que je cautionne en tout ce qu'a dit le premier ministre. Il y a des points sur lesquels, honnêtement, je peux avoir mes nuances, notamment celui que vous avez mentionné ou encore la façon dont il s'est défini par rapport à l'Allemagne même si, ensuite, il a été voir Mme Merkel et que les choses, je crois, se sont bien passées, parce qu'ils se sont parlés franchement.

Un vote de confiance, c'est une appréciation globale. Un député n'a pas le droit de s'y soustraire. Il est pour ou il est contre mais cela ne veut pas dire qu'il approuve l'intégralité de la politique. Il y a un vote auquel je ne participerai pas, et même des travaux auxquels je ne participerai pas. Ce sont ceux sur la loi de finances, par définition, parce que, là, je suis dans un conflit déontologique. Je ne participerai en rien aux travaux sur la loi de finances. Et ensuite, devenu commissaire à partir du début du mois de novembre, j'examinerai, comme je l'ai dit, la situation française avec une totale objectivité. Totale! Et cela ne s'appelle pas de la schizophrénie, Madame Goulard. C'est la succession de fonctions, de responsabilités, d'abord au service de son pays et de la République, puis totalement au service de l'Europe. Je serai totalement européen, totalement au service de l'Europe, pour faire appliquer nos règles et je les ferai appliquer. Je peux le dire dans toutes les langues. Je peux le dire en anglais, je peux le dire en allemand.

You can count on me as a Commissioner to make sure all the Member States respect the pact.

Als Kommissar werde ich darauf achten, dass der Pakt respektiert wird.

C'est comme ça que cela se passera!

4-086

**Gunnar Hökmark (PPE).** – Commissioner-designate, I am trying to think about how you will handle your responsibilities as a Commissioner. I think you are a very capable politician and a very impressive personality. We always feel a little bit dull when we listen to French esprit and grand visions. You talk about growth and Europe and I like that. Then it struck me that the policies you are defending here today did not lead to any growth, but to increasing unemployment and increasing public debt. You increased public spending as Finance Minister, you lowered the pension age and you did not attack those structural problems that so very many other member countries did. We have seen a number of other member countries coming back to growth and new employment; so social justice, and social tensions.

I would like to ask you one thing, are you happy with the outcome of that approach of yours, which led to the government where you were Minister of Finance having to leave because it lost control of its economies?

And the second thing, which in some way concerns me more: do you today have the same approach and attitude to the Stability Pact that you had then? We can discuss whether France broke with it or not, but it certainly undermines the credibility. Are you today, Mr Moscovici, a little bit different Moscovici from the Moscovici you were?

4-087

**Pierre Moscovici, Commissaire désigné.** > J'ai déjà répondu sur la schizophrénie, Monsieur Hökmark, et je ne change pas sur ce point-là: non, je suis une personne, depuis toujours, et je veux rester la même personne, jusqu'à la fin. C'est très important d'avoir une cohérence personnelle, d'avoir une individualité de cette nature. Je n'ai pas changé.

En même temps, je vous remercie des propos que vous avez tenus sur mes qualités, mais je ne suis pas là pour défendre une grande vision. Ce que je veux porter, c'est très simple: ce sont les *guidelines*, les orientations qui étaient présentées ici par le Président Juncker. La politique que j'aurai à défendre devant vous, ce sera la politique de la Commission et j'agirai comme commissaire, dans le cadre d'un portefeuille, dans le respect des règles qui sont communes. Je le ferai comme je l'ai dit, quel que soit le statut du pays, quelle que soit sa taille, quelle que soit son orientation politique. Je le ferai avec un

devoir que je qualifierai de devoir d'objectivité. Je le ferai de manière précise et de ce point de vue-là, non, il n'y a pas de schizophrénie personnelle: je serai dans de nouvelles fonctions, avec des disciplines qui nous sont communes.

Pour le reste, je veux rappeler – une fois de plus – que j'ai toujours agi en fonction des règles et donc, si vous voulez, le pacte, c'est un ensemble, ce sont des chiffres, ce sont des cibles, c'est aussi la façon dont nous accompagnons les économies pour les mener. Mais vous savez, les réformes, c'est toujours compliqué de les juger; il faut pour ça du temps, il faut de la durée. Vous avez par exemple évoqué un point sur lequel je me permets de revenir, parce que je voudrais apporter une précision: le gouvernement auquel j'ai appartenu a mené une réforme des retraites, une réforme structurelle, qui n'a pas du tout diminué l'âge de la retraite, qui a poursuivi ce qui avait été fait par d'autres – Mme Grossetête, que vous avez soutenue je crois –, qui consistait à augmenter la durée de cotisation de tous les Français en la matière, ce qui n'est en rien contestable.

Bref, je ne veux pas revenir davantage là-dessus. Je veux simplement vous assurer que mon action sera une action cohérente, que ce sera une action de commissaire européen, dans le cadre de cette Commission européenne, avec le programme du Président Juncker. Je pense que ce programme en effet est suffisamment solide et crédible pour nous permettre d'agir, macroéconomiquement et microéconomiquement, pour l'objectif que nous poursuivons ensemble, à savoir la croissance et l'emploi.

4-088

**Ernest Urtasun (Verts/ALE).** – Señor Moscovici, muchas gracias. El resultado de las políticas de austeridad está degradando, de forma alarmante, económica y socialmente la Unión Europea. Esto tiene una de sus caras más amargas en el elevado desempleo y los retrocesos sin precedentes en derechos básicos como educación, pensiones y sanidad.

Pero yo hoy quiero centrarme, señor Moscovici, en relación con esto, en dos compromisos muy concretos que dependen de su voluntad política, y me gustaría que me respondiera. El *six pack* concede a la Comisión las competencias para modificar los indicadores del procedimiento de desequilibrio macroeconómico previa consulta al Parlamento y al Consejo. De hecho, este Parlamento ya lo ha solicitado en diversas ocasiones. Parece obvio que, con el elevado desempleo, se deberían evitar estos planes de ajuste.

Así que mi primera pregunta es la siguiente: ¿va a comprometerse a revisar de inmediato los indicadores del procedimiento de desequilibrio macroeconómico para incluir indicadores sociales, sí o no?

Y mi segunda pregunta tiene que ver con el *two pack*, que exige que los programas de ajuste tengan en cuenta los efectos sobre políticas fundamentales como educación y sanidad. Segunda pregunta, muy concreta: ¿se compromete a asegurar que no se siguen degradando derechos básicos en el marco de los programas de ajuste?

Son dos preguntas muy concretas que me gustaría que respondiera.

4-089

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Monsieur le député, vous avez raison de rappeler une chose: tels qu'ils sont, ces textes, qui par ailleurs ont besoin d'être révisés et qui le seront de manière à être plus simples sans être moins sophistiqués, ne concernent pas uniquement les aspects de discipline budgétaire, qui est fondamentale, aux côtés d'autres dimensions.

De ce point de vue, le président élu, Jean-Claude Juncker, a pris des engagements que j'aurai à cœur – je le dis devant vous – de remplir. Ceci va dans le sens des deux propositions que vous venez de faire. La première proposition, c'est effectivement faire en sorte que les indicateurs sociaux, que la dimension sociale soient mieux pris en compte. À ce niveau, vous pouvez être certains que la sensibilité du président Juncker est exactement et en tous points la mienne, et réciproquement. Deuxièmement, dès lors qu'il y a des indicateurs environnementaux et écologiques, ils doivent également être mieux pris en compte.

Ce que je veux, c'est donc avoir une approche globale, compréhensive, extensive de ces outils, qui doivent être utilisés à la fois pour faire respecter les règles et la discipline dont j'ai abondamment parlé, mais aussi pour faire progresser d'autres combats: le combat contre la pauvreté, le combat contre les injustices et les inégalités, le combat pour la cohésion sociale, le combat pour une économie qui soit plus soutenable et plus durable, et de meilleure qualité environnementale.

Donc, oui et encore oui, j'agirai en ce sens-là. Si vous me demandez si j'agirai immédiatement, ma réponse est que je le ferai avec vous, et aussi vite que possible, pour être – comme je l'ai été avec vous depuis le début de cette audition – en toute sincérité et franchise.

4-090

**Steven Woolfe (EFDD).** – Commissioner-designate, thank you for sharing with us in your first speech your prophetic dream of a European state and EU growth. The majority of Europeans in this House have indeed seen growth: growth in the EU budget to EUR 146 billion, in the size of the buildings, the number of civil servants and their exorbitant salaries.

But in Europe, unemployment is 12.8% on average. Youth unemployment in Italy is 44%, eurozone GDP is 0.1. We are losing our share of GDP worldwide. Private investment is down 17%. People shoot themselves in front of the Greek Parliament because of austerity. People are leaving their homes across Europe because they cannot find jobs. Suicide rates are up, depression rates are up, homelessness, isolation, depression: this is your dream, the dream of civil servants and career politicians who have never had a job in the real world themselves. When will you realise that this is a nightmare for the people of Europe, not a dream, and when will you realise it has failed?

4-091

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Monsieur Woolfe, je ne partage évidemment pas votre conception des choses. Je l'entends, je la respecte, et, je l'ai dit, je travaillerai avec tous les parlementaires quel que soit leur groupe, quelles que soient leurs convictions. J'ai cette capacité et cette volonté d'écoute, qui sont inépuisables.

Dans le même temps, non, je ne crois pas du tout que l'Europe soit un cauchemar, que ce soit la dépression, que ce soit une tragédie. Je pense, au contraire, que l'Europe, c'est la solution face à certaines tragédies qui ont divisé ce continent, qu'elle est née du chaos, qu'elle a un sens politique profond, qu'elle a un sens profond pour nous tous.

Mais il y a un point dont nous devons tous être conscients – vous le formulez à votre façon, qui n'est pas la mienne –, c'est que, pour beaucoup d'Européens, aujourd'hui, l'Europe est trop une contrainte, trop un carcan. Elle est perçue comme une menace, un danger. Ce n'est pas mon sentiment, mais nous devons répondre à cela.

Quant à moi, oui, j'ai un rêve européen, depuis toujours. C'est le rêve qu'avaient mes parents en venant en France – mon père est né en Roumanie, ma mère est issue d'une famille polonaise: que ce continent

soit unifié. Ce rêve, je l'ai toujours. L'espoir que l'Europe nous permette d'agir ensemble, unis, et de tirer dans le même sens, je l'ai toujours. Je le dis: cela fait vingt ans que cela inspire ma vie politique. Une vie politique qui a été une vie faite d'élections parfois compliquées, dans des milieux populaires – y compris en France – et ouvriers. Je connais ces colères.

Notre tâche ici, ce n'est pas de faire peur, ce n'est pas de créer du rejet, mais c'est de traiter les vrais problèmes, pour qu'on retrouve de l'espoir, pour qu'on aille de l'avant. Et la mission qui est la mienne, au sein de cette Commission, et la mission de cette Commission en général, c'est de tirer dans ce sens.

Oui, aujourd'hui, le rêve européen est quelque part en danger, nous sommes une Europe de la dernière chance. Je ne partage ni votre pessimisme, ni le ton dramatique que vous mettez en avant, mais j'ai le sentiment, en effet, qu'il faut que nous nous retrouvions les manches pour que l'Europe aille mieux, pour que l'Europe réponde mieux aux aspirations de ses citoyens, et c'est ce qui motive mon engagement politique, depuis toujours.

4-092

**Maria João Rodrigues (S&D).** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, améliorer la représentation extérieure de la zone euro est une priorité bien affichée par le président élu Jean-Claude Juncker. Vous allez jouer un rôle important sur ce plan, mais j'aimerais connaître plus en détail les idées que vous avez quant à cet objectif.

Plus particulièrement, concernant le G20 en tant que forum fondamental de coopération internationale, l'Europe est interpellée parce qu'elle ne fournit pas la contribution nécessaire à la croissance mondiale. À votre avis, quel est le type d'engagement que l'Union européenne veut apporter au G20?

4-093

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Madame la députée, d'abord, en effet, je crois très important que la représentation externe de l'Europe soit assurée avec force et cohérence, et nous allons y contribuer. Le président d'abord, le vice-président Dombrovskis, et moi-même, nous allons parler de cela pour trouver des arrangements pragmatiques qui permettent que cette voix soit portée avec force et avec cohérence, et j'ajoute avec unité.

Il y a déjà des choses qui ont été dites sur l'Eurogroupe et nous allons poursuivre ces discussions de manière à trouver des solutions qui conviennent à tous. En réalité, nous avons déjà commencé, je ne suis pas inquiet à ce sujet.

Ensuite, il y a la question plus fondamentale de la substance et du message. Il se trouve que j'ai été ministre de l'économie et des finances d'un pays membre du G7 et donc du G20, et que j'ai participé à un grand nombre de réunions du G7 Finances et du G20. Il est exact que l'Europe apparaît dans ces forums comme trop divisée, avec une voix centrale qui pourrait être plus forte. Il nous appartiendra de faire entendre une voix de fond sur la croissance et nous ne pourrons le faire que si nous sommes capables dans notre propre agenda de faire progresser ces dossiers de la croissance et de l'emploi et de dire de manière forte comment nous souhaitons coopérer avec nos partenaires dans ce sens-là.

À cet égard – je le redis une nouvelle fois parce que c'est pour moi fondamental –, les combats qui sont ceux du G20 pour lutter contre la fraude fiscale, pour lutter contre l'évasion fiscale, pour lutter contre l'érosion des bases fiscales, pour lutter contre les trusts, pour lutter pour plus de transparence, pour faire en sorte que l'échange automatique d'information devienne un standard mondial, sont un sujet qui n'est pas dissociable des questions de croissance et d'emploi.

De ce point de vue, le fait que je sois commissaire chargé à la fois de l'économie, des finances et de la fiscalité et de l'union douanière permet d'avoir peut-être une voix plus globale, même si Olli Rehn a toujours porté une voix solide pour l'Union européenne, pour la Commission européenne, dans le cadre du G20.

Au-delà de cela, il y a des questions à plus long terme qui se posent au sujet de la représentation externe, notamment comment les européens peuvent parler mieux de façon commune au sein du Fonds monétaire international. La question est posée de nos droits un jour peut-être confondus ou unis, car nous deviendrons à ce moment-là le premier actionnaire du Fonds. Mais là je suis dans quelque chose d'un peu plus utopique, donc je m'arrête. En attendant, au G20, portons ensemble une voix forte sur la croissance et l'emploi. Je m'y engage.

4-094

**Beatrix von Storch (ECR).** – Herr Moscovici! Sie haben gesagt: „Der Euro ist stark, vielleicht zu stark.“ Ich verstehe, dass Sie als französischer Finanzminister glauben, ein schwacher Euro mache Frankreich wettbewerbsfähiger. Ist es nicht aber so, dass vor allem Frankreich keine Abwertung des Euro, sondern eine Abwertung gegenüber Deutschland bräuchte? Ist es nicht so, dass ein schwacher Euro auch Deutschlands Exporte zusätzlich stärkt und so die Spannungen innerhalb der Eurozone noch wachsen? Könnte es sein, dass Deutschland und Europa jetzt weniger eine Stärkung der deutschen Exportunternehmen brauchen als eine Stärkung der Binnennachfrage? Könnte es sein, dass ein schwacher Euro die Importe verteuert und die Binnennachfrage schwächt?

Die Frage, auf die ich Ihre konkrete Antwort erwarte, ist: Wäre es für Frankreichs Wettbewerbsfähigkeit nicht besser und sehr hilfreich, wenn Frankreich gegenüber Deutschland abwerten könnte?

Und meine zweite Frage: Sie haben heute gesagt: „Frankreich hat die Regeln nicht gebrochen. Der Euro ist heute gestärkt, und die Defizite gehen nicht zurück.“ Aus welchen Quellen informieren Sie sich?

4-095

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Sur l'euro, je mets au défi quiconque ici de trouver, de ma part, une déclaration de ce quoi doit être le niveau de l'euro. Je n'ai jamais voulu entrer dans ce débat, du moins tant que j'étais ministre de l'économie et des finances. Pourquoi?

Parce que nous avons une Banque centrale, indépendante, parce qu'elle a un rôle à jouer qui est de définir de manière indépendante sa politique monétaire, et que c'est à partir de la politique monétaire de la Banque centrale que s'établit le taux de change au niveau approprié. Ce qui est vrai c'est qu'économiquement le niveau de l'euro – jusqu'à il y a quelques semaines ou quelques mois – était sans doute trop élevé. Et d'ailleurs l'action qui a été entreprise par la Banque centrale européenne a conduit à ce qu'il retrouve un cours qui me semble davantage équilibré.

Le fait que nous appartenions ensemble à l'euro proscrit toute dévaluation compétitive. Et je le dis et je le redis ici, je ne convaincras pas tout le monde mais pour ce que me concerne, je suis un partisan de l'euro. Je pense que l'euro ne dynamise pas assez – je reprends une formule de Jacques Delors –, d'où la nécessité de modifier l'architecture institutionnelle et d'avoir des politiques économiques plus dynamiques, et que l'euro nous protège. Je n'ai pas de nostalgie de la phase d'avant.

Mais nous devons agir tous ensemble pour faire en sorte d'avoir une architecture plus forte pour que la Banque centrale européenne continue de jouer ce rôle à la fois de lutte contre l'inflation lorsque celle-

ci se produit mais aussi d'alimentation en liquidités de l'économie, quand celle-ci est nécessaire, pour faire en sorte que le niveau de l'euro s'établisse à un point d'équilibre qui soit confortable avec nos différentes économies et qui nous permette aussi d'être compétitifs sur la scène internationale.

De ce point de vue, nous aurons avec Valdis Dombrovskis – je pense – des discours qui seront respectueux de la Banque centrale européenne et qui en même temps seront favorables à la compétitivité de notre économie, notamment de notre industrie, parce qu'il est fondamental que nous restions des puissances industrielles. Nous avons beaucoup parlé des déficits, c'était un sujet majeur et important, mais la compétitivité, l'industrie et l'investissement sont des sujets tout à fait décisifs qui seront au cœur de mon portefeuille et au cœur de ma vision.

4-096

**Marisa Matias (GUE/NGL).** – Registo de forma positiva o facto de ter incluído na sua proposta para a revisão do *six pack* e do *two pack* os indicadores sociais, porque eles, de facto, têm estado muito ausentes da política económica europeia. Mas queria aproveitar esta segunda questão para lhe falar sobre o investimento público e para lhe perguntar sobre isso.

A Comissão Europeia tem-se pautado, nos últimos anos, por um certo fanatismo contra o investimento público. Fala sistematicamente dos fatores de competitividade, mas esquece as escolas, os hospitais, os serviços públicos. Esquece que é preciso populações, cidadãos bem qualificados, com serviços de saúde decentes, e por isso eu gostaria de lhe perguntar:

Para além do pacote dos 300 mil milhões de euros, que meios é que irão pôr em prática – neste caso, a Comissão – para permitir um reforço do investimento público? Porque entendo que só com investimento público é que poderemos ser verdadeiramente o motor de arranque da economia.

4-097

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > D'abord, je reviens sur cette notion qui pour moi est fondamentale depuis le début de cette audition, c'est que nous avons besoin d'investissement en Europe. Et quand je dis besoin d'investissement, il y a d'abord un besoin macroéconomique. Le niveau d'investissement est de 17 % inférieur à ce qu'il était avant la crise.

Ça vaut pour les investissements privés, c'est primordial. Nous avons une épargne privée abondante qui, aujourd'hui, n'est pas utilisée. Elle est disponible et elle n'est pas orientée sur l'investissement. Mais ça vaut aussi pour les investissements publics, car nous avons besoin d'infrastructures et ces infrastructures sont des infrastructures publiques. Des besoins existent, dans tous nos pays. Je prends l'exemple de l'Allemagne. J'étais il y a peu de mois, en juin, à Berlin. J'ai rencontré ensemble Wolfgang Schäuble et Sigmar Gabriel. Tous deux convenaient du fait que, jusque dans leur propre pays – d'ailleurs en Allemagne, on fait un effort pour l'investissement public –, il y avait ce besoin-là.

La question suivante est de savoir comment on les finance et, de ce point de vue-là, je voudrais formuler quelques principes. D'abord, nous devons réfléchir dans le cadre des programmes de 300 milliards, et ces 300 milliards doivent être – je redis ma formule – de l'investissement privé autant que possible, et de l'investissement public quand c'est nécessaire. Deuxièmement, nous devons construire les outils de financement, qui ne sont pas principalement budgétaires, pour financer aussi ces investissements publics. Ils sont de plusieurs natures. Nous devons là encore orienter l'épargne vers ces investissements-là sans dégrader la situation budgétaire de nos pays.

Dans le cadre de la réflexion que nous mènerons avec Jyrki Katainen – nous avons commencé à en parler –, nous traiterons à la fois de l'investissement privé et de l'investissement public, parce que les deux sont très importants. Je ne vois pas, moi, de contradiction entre le fait de respecter les règles de



finances publiques, de réduire les déficits budgétaires – ce qui est indispensable car, encore une fois, l'endettement est une plaie pour l'économie – et le fait de mettre en place des programmes d'investissement privé et public ambitieux parce que, je le répète, une économie qui n'a pas d'infrastructures est une économie qui ne prépare pas son avenir, une économie qui n'investit pas est une économie qui tourne le dos à son futur. De ce point de vue-là, je serai, croyez-le, avec M. Katainen, tout à fait attaché à ce juste équilibre.

4-098

**Sophia in 't Veld (ALDE).** – Mr Moscovici, thank you for your presentation. Unfortunately I am not yet convinced, because when we hire staff we give them an interview but we also look at their CVs and see if the two match – and in your case I do not see that yet.

You kept repeating that France has always acted within the rules but that, in my view, is a paper reality. The economic reality is a different one. I feel you have downplayed problems which are neither minor nor temporary: they have been persistent since the introduction of the euro and the Stability Pact. That is not all your fault, but I see nothing in your CV that indicates you were a force for change during the period in question, or the champion of structural reforms.

However, this is not about France because it is not your nationality that has prevented you from pushing structural reforms: it is your political convictions – and you will take those political convictions with you when you become a Commissioner. I believe we just heard you say that the six-pack legislation needs revision. If you are going to propose a revision of the six-pack, will that be guided by the same political convictions you held before? How can we be sure that you will really be the poacher turned gamekeeper?

4-099

**Pierre Moscovici, commissaire désigné.** > Je comprends votre question et, je vous l'ai dit, j'étais prêt à répondre à tout ici – je l'ai fait, d'ailleurs. J'ai commencé en disant ce que j'étais, je l'ai dit avec sincérité et franchise. Je suis français, on en a beaucoup parlé, j'ai beaucoup répondu à la question. Je suis social-démocrate, je ne peux pas le nier. En même temps, j'ai été choisi par Jean-Claude Juncker pour ce poste parce qu'il me connaît et parce qu'il sait que j'agirai en Européen, avec mes convictions – je ne vais pas en changer –, mais aussi avec le souci de faire avancer la cause européenne.

Vous parlez de curriculum vitae. Je suis venu devant vous, et il me semblait que cette audition était là pour vérifier un certain nombre de choses. Est-ce que le candidat a un engagement européen? Est-ce qu'il a des compétences acquises dans sa vie en tant qu'Européen? Est-ce qu'il est indépendant?

Le président l'a dit au début, ma déclaration d'intérêts ne pose aucun problème. Mon engagement européen, c'est vingt ans. Six ans ici, dans ce Parlement, comme député et vice-président. Cinq ans comme ministre des affaires européennes. Je peux ajouter au passage, je ne l'ai pas dit, que j'ai été membre de la Convention européenne, qui a rédigé le traité constitutionnel. Je peux enfin dire que comme ministre de l'économie et des finances, j'ai été au front en ce qui concerne la zone euro. Je suis un Européen. C'est un élément de curriculum vitae que, j'espère, personne ici ne me contestera.

Force de changement, j'y apporte ce que je suis, j'y apporte ma force de travail, j'y apporte ma conviction, j'y apporte mon expérience, y compris dans les sujets qui sont ceux de cette commission et qui sont ceux de mon portefeuille.

J'espère avoir montré ici ce que je portais, qui est précisément cet engagement européen, cette expérience européenne, cette indépendance à l'égard de tous les pouvoirs, qu'ils soient privés ou nationaux. Je ne serai aux ordres de personne.

Pour ce qui est du *six-pack*, j'ai répondu de manière très technique à plusieurs questions à ce sujet. Pour le *six-pack*, une révision est en cours, est prévue, aura lieu d'ici la fin 2014. Des décisions seront prises. Il ne s'agit pas de défaire le *six-pack*, il ne s'agit pas de l'affaiblir, il s'agit de faire en sorte de le rendre plus simple. Ensuite, le Parlement européen va y travailler. Vous allez travailler, et je redis que je vais travailler avec vous.

Madame in 't Veld, on ne convainc jamais totalement parfaitement. Mais je demande à être regardé avec bonne foi et avec objectivité, pour ce que je suis, et non pas pour ce qu'on me prête. C'est comme cela que je me suis présenté devant vous.

4-100

**Chair.** > In general this Parliament works with contributions of different political views and I think that all political views have the same right to be part of looking for a common solution. I do not think someone has the right to say that others with different political convictions do not have the right to be part of our common effort. I would like to thank Members for their questions and Commissioner-designate Moscovici for his answers. Commissioner-designate, I now invite you to make a brief closing statement of no more than five minutes before the conclusion of the meeting.

4-101

**Pierre Moscovici**, *commissaire désigné*. > Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, merci d'abord de ces échanges. Ils ont été, je crois qu'on peut le dire, sans concession. Ils ont été francs, directs, exigeants, dans le respect de nos différences et de nos langues respectives. J'en profite d'ailleurs pour remercier les interprètes, qui donnent toujours ici vie au multilinguisme.

Je me suis prêté – j'espère que vous le reconnaîtrez tous – à ces échanges sans réserve et j'espère qu'ils vous ont permis de comprendre ma sincérité d'Européen, la force de mon engagement, ma volonté de m'investir pleinement dans les responsabilités importantes qu'on veut me confier.

En terminant, je veux simplement vous dire quelques convictions qui guideront mon action pendant ces cinq ans et mon travail avec vous, si bien sûr vous le décidez.

D'abord, comme commissaire européen, j'aurai dans mes responsabilités un devoir d'objectivité et d'impartialité. C'est avec l'intérêt général européen en tête que je remplirai mes fonctions. L'Union européenne, c'est un esprit, c'est un modèle qui, pour reprendre le mot de Jacques Delors "conjugue l'efficacité économique et la justice sociale". C'est aussi un ensemble de règles. J'aurai à cœur de faire vivre l'esprit européen, de faire prospérer le modèle européen. Les règles communes seront ma seule boussole.

Comme commissaire européen, j'agirai dans le cadre des options définies devant vous par le président élu, Jean-Claude Juncker, et elles impliquent que nous poursuivions ensemble des priorités claires: renforcer la croissance du continent – notamment par l'investissement –, créer des emplois, combattre les inégalités, lutter contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale, agir contre les trusts et pour la transparence, avancer vers l'échange automatique d'informations, protéger – notamment grâce à la douane – nos concitoyens des excès de la globalisation. Ces priorités, qui sont celles de Jean-Claude Juncker, sont et seront les miennes.

Comme commissaire européen, je serai animé par l'esprit de collégialité. La nouvelle organisation qui a été définie par Jean-Claude Juncker me convient en tous points. Elle ne crée pas de supervision, de hiérarchie, de tutelle. Elle organise une délégation originale des pouvoirs du président. Elle définit des missions transversales pour les vice-présidents. Elle nous donne à tous un devoir de coopération et de coordination. Et c'est comme cela, dans la collégialité, que j'entends travailler avec mes collègues commissaires ou vice-présidents, et avant tout avec les deux vice-présidents avec qui je ferai équipe tous les jours, Valdis Dombrovskis et Jyrki Katainen. Je vous le dis de la manière la plus claire: entre nous trois, notamment, il ne peut pas y avoir de concurrence artificielle. Il ne peut pas y avoir de compétition bureaucratique. Il ne peut pas y avoir de différences politiques qui l'emportent sur le reste, nous devons les surmonter. Parce que si nous ne surmontons pas tout cela, ce sera une perte d'énergie et de temps, préjudiciable à ce que nous avons à faire, à savoir renforcer l'économie européenne. Et cela ne nous permettrait pas d'avoir les résultats dont j'ai parlé. Bref, nous devons être – et nous serons, ils le montreront après moi – une équipe soudée autour du même objectif. Je m'y engage, j'en ai parlé avec eux, je sais que c'est leur état d'esprit aussi.

Enfin, comme commissaire européen, je veux travailler étroitement avec le Parlement européen et, au premier chef, avec les membres de vos commissions. Croyez-le, ce n'est pas pour moi un propos de circonstance parce que c'est une conviction profonde. Il y a vingt ans exactement, je suis entré pour la première fois dans ce Parlement européen. Au fil de mes expériences, je l'ai vu grandir, je l'ai vu changer, je l'ai vu devenir progressivement un véritable colégislateur, le représentant des peuples européens. Vous êtes les représentants des peuples européens. La Commission, elle, porte l'intérêt général européen. Vous incarnez la légitimité démocratique issue du suffrage universel. Tout cela nous donne, ensemble, Commission et Parlement, une responsabilité commune pour affronter les défis qui attendent l'Europe dans les cinq ans qui viennent.

Voilà, j'ai répondu à vos questions, qui étaient parfois difficiles. Je l'ai fait sans fard, je l'ai fait directement. Je serai à votre écoute, prêt à dialoguer, prêt à avancer avec vous pour faire progresser l'idée européenne, pour permettre à l'Europe de connaître des résultats et – j'y reviens – des résultats sur lesquels nous serons jugés. Quand je dis "nous", il s'agit de vous, de moi et de nous, la Commission.

Mesdames et Messieurs les députés, Monsieur le Président, devenir commissaire européen – j'ai fait cette audition aussi avec un peu d'émotion – est pour moi un honneur; c'est sans doute un aboutissement dans mon parcours de responsable politique européen mais, avant tout, je veux vous dire que c'est une responsabilité que j'aborde avec gravité, avec sérieux, avec conviction, parce que les défis sont sérieux et exigent de la gravité et de la conviction. J'espère vous avoir convaincus, en tout cas, de la force de mon expérience, de la force de mon engagement, de mon indépendance et de ma volonté de mener avec vous un bon travail. Merci, sincèrement, pour ces trois heures passées ensemble.

*(Applaudissements)*

4-102

*(The hearing ended at 12.05)*